Spedizione in abbonamento postale



DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA

Roma - Martedl, 2 dicembre 1952

SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI CHAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 50-139 51-236 51-554 AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA CIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-(89 841-737 850-144

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1747.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo relativo alla applicazione provvisoria dei progetti di Convenzioni internazionali doganali sul turismo, sui veicoli stradali commerciali e sul trasporto internazionale delle merci su strada, con Protocollo addizionale firmati a Ginevra il 16 giugno 1949, nonchè del Protocollo addizionale firmato a Ginevra 1'11 marzo 1950.

LEGGI E DECRETI

LEGGE 30 luglio 1952, n. 1747.

Approvazione ed esecuzione dell'Accordo relativo alla applicazione provvisoria dei progetti di Convenzioni internazionali doganali sul turismo, sui veicoli stradali commerciali e sul trasporto internazionale delle merci su strada, con Protocollo addizionale firmati a Ginevra il 16 giugno 1949, nonchè del Protocollo addizionale firmato a Ginevra l'11 marzo 1950.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

E' approvato l'Accordo relativo all'applicazione provvisoria dei progetti di Convenzioni internazionali doganali sul turismo, sui veicoli stradali commerciali e sul trasporto internazionale delle merci su strada, con Protocollo addizionale firmati a Ginevra il 16 giugno 1949, nonchè il Protocollo addizionale firmato a Ginevra l'11 marzo 1950.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo e Protocolli suddetti a decorrere dalla data della loro entrata in vigore.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 30 luglio 1952

EINAUDI

DE GASPERI - VANONI -MALVESTITI

Visto, il Guardasigilli: Zoli

Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route.

Considérant que la Commission économique pour l'Europe a établi un projet de Convention internationale douanière sur le tourisme, un projet de Convention internationale douanière sur les véhicules routiers commerciaux et un projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route (ci-après désignés par le terme « les projets de Convention »), dont les textes sont annexés au présent Accord et sont considérés comme en faisant partie intégrante.

considérant que la Conférence des Nations Unies sur les Transports routiers et les Transports automobiles, qui s'ouvrira à Genève le 23 août 1949, étudiera les conditions dans lesquelles des conventions mondiales traitant des matières qui font l'objet de ces projets pourraient être conclues,

considérant que les Gouvernements parties au pré-

pide des dispositions des projets, en attendant la mise en vigueur des conventions mondiales sus-visées, les Gouvernements parties au présent Accord conviennent de ce qui suit:

Article premier

Les gouvernements contractants s'engagent à appliquer dans leurs relations réciproques les dispositions des projets de Conventions. Toutefois, chaque gouvernement contractant a la faculté, au moment où il signe le présent Accord ou y adhère, de déclarer que cet acte ne vaut que pour un ou deux projets spécifiés. Tout gouvernement contractant, dont la signature ou l'adhésion ne vaut pas pour les trois projets, pourra, à tout moment, en donnant notification au Secrétaire général des Nations Unies, déclarer que sa signature ou son adhésion vise un autre projet ou les deux autres.

Article 2

- 1. La signature du présent Accord ou l'adhésion qui y sera donnée sera considérée, sauf déclaration contraire au moment de la signature ou de l'adhésion. comme n'ayant d'effet que pour le territoire métropolitain du gouvernement intéressé.
- 2. Tout gouvernement contractant pourra, à tout moment, en donnant notification au Secrétaire général des Nations Unies, déclarer que le présent Accord est également applicable à un ou plusieurs des autres territoires pour lesquels il est internationalement responsable. Le gouvernement intéressé fera connaître si cette extension porte sur un seul des projets ou sur plusieurs, qu'il spécifiera.

Article 3

- 1. Le présent Accord entrera en vigueur le 1er janvier 1950.
- 2. Il sera considéré comme ayant pris fin, si, à un moment quelconque le nombre des gouvernements contractants est inférieur à deux.
- 3. Il demeurera en vigueur pendant une durée de trois ans. Toutefois, à moins que les gouvernements contractants n'en conviennent autrement, il sera considéré, au terme de cette période, comme renouvelé pour une nouvelle période d'un an et ainsi de suite.

Article 4

- 1. Tout gouvernement contractant peut dénoncer le présent Accord en donnant préavis à cet effet au Secrétaire général des Nations Unies trois mois au moins avant l'échéance de l'une quelconque des périodes mentionées à l'article 3. La dénonciation pourra viser tous les projets de conventions ou seulement un ou deux d'entre eux.
- 2. Tout gouvernement qui aura, conformément à l'article 2, fait une déclaration étendant l'application du présent Accord, pourra, à tout moment par la suite, par voie de notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, déclarer que l'Accord cessera d'être applicable dans l'un quelconque des territoires désignés dans la notification; celle-ci prendra effet trois mois après la date de sa réception.

Article 5.

Dans le cas où les conventions mondiales, envisagées au deuxième paragraphe du préambule, viendraient sent Accord sont désireux d'assurer l'application ra- là être conclues, et à dater du jour de leur entrée en vigueur, tout gouvernement partie au présent Accord, qui deviendrait partie à l'une ou à l'autre de ces conventions, sera *ipso facto* censé avoir dénoncé le présent Accord en ce qui concerne le ou les projets de conventions correspondant à la convention ou aux conventions auxquelles il sera devenu partie.

Article 6

Le présent Accord sera ouvert jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature des gouvernements qui ont été invités à participer à l'élaboration des projets de conventions. Après cette date, lesdits gouvernements pourront y adhérer.

Article 7

Le présent Accord sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui adressera à chacun des gouvernements contractants une copie certifiée conforme de l'Accord, ainsi que des adhésions, dénonciations et notifications qui lui auront été adressées. Le Secrétaire général est autorisé à enregistrer le présent Accord, à la date de son entrée en vigueur.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

Fait à Genève en un seul exemplaire en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le seize juin mil neuf cent quarante-neuf.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

L. KLEINWACHTER

Pour l'Union Economique belgo-luxembourgeoise: sous réserve de ratification

Baron F de Kerchove

Pour la Bulgarie:

Pour la Biélorussie:

Pour la Tchécoslovaquie:

sous réserve de la déclaration faite ce jour et sous réserve de ratification

V OUTRATA

Pour le Danemark:

Wiliam Borberg

Pour l'Egypte:

Pour la Finlande:

Pour la France:

C. GIRARD

Pour la Grèce

Pour la Hongrie:

Pour l'Islande:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

A. DI NOLA

Pour le Liban:

Pour les Pays-Bas:

sous réserve de ratification

J. OYEVAAR

Pour la Norvège:

John H. PAXAL

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

G. BORGEAUD

Pour la Syrie:

Pour la Transjordanie:

Pour la Turquie:

Pour l'Ukraine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et l'Irlan-

de du Nord:

sous le bénéfice de la déclaration ci-annexée

A E. M. WALTER

R. ASHFORD

« Les Plénipotentiaires accrédités et représentants du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent, conformément à l'article premier du présent Accord, que leur signature ne s'applique qu'au projet de Convention internationale douanière sur le tourisme et au projet de Convention internationale douanière sur les véhicules routiers commerciaux »

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri De Gasperi

PROTOCOLE ADDITIONNEL

Au moment de procéder à la signature de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, les soussignés, dûment autorisés par leurs gouvernements respectifs, ont fait les déclarations suivantes:

1. Dans le cas où la conclusion des conventions mondiales envisagées au deuxième paragraphe du Préambule ne serait pas recommandée par la Conférence des Nations Unies ou si cette conclusion était différée, les gouvernements contractants laisseraient le présent Accord ouvert à l'adhésion ultérieure des gouvernements invités à ladite Conférence, qui désireraient être parties audit Accord.

2. Afin d'éviter les difficultés qui pourraient surgir du fait des changements apportés aux modèles existants des titres d'importation temporaire, les gouvernements contractants continueraient de considérer comme valables les titres actuellement admis, jusqu'à ce que les nouveaux modèles soient généralement adoptés.

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

L. Kleinwachter 27 décembre 1949

Pour l'Union économique Belgo-Luxembourgeoise:

Baron F DE KERCHOVE

Pour la Bulgarie :

Pour la Biélorussie:

Pour la Tchécoslovaquie:

V. OUTRATA 28 décembre 1949

Pour le Danemark:

William Borberg 29 décembre 1949

Pour l'Egypte:

Pour la Finlande:

Pour la France:

C. GIRARD

Pour la Grèce :

Pour la Hongrie:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

A. DI NOLA

Pour le Liban:

Pour les Pays-Bas:

J. OYEVAAR

Pour la Norvège:

John H. PAXAL

Pour la Pologne:

Pour le Portugal :

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

G. BORGEAUD Pour la Syrie:

Pour la Transjordanie:

Pour la Turquie:

Pour l'Ukraine :

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques:

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne

et d'Irlande du Nord:

A. E. M. WALTER

R. ASHFORD

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

De Gasperi

Projet de Convention internationale douanière sur le tourisme

animés du désir de faciliter le développement du tourisme international, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir:

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I Dispositions générales

Article premier.

Aux fins de la présente Convention, on entend:

a) par « droits et taxes d'entrée », non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation;

b) par « véhicules », tous véhicules routiers, y compris les remorques et les cycles avec ou sans moteur, les aéronefs avec ou sans moteur, ainsi que les embarcations de plaisance avec ou sans moteur;

c) par « usage privé », l'utilisation à des fins autres que le transport des personnes moyennant rémunération, ainsi que le transport industriel ou commercial de marchandises avec ou sans rémunération;

- d) par « titre d'importation temporaire », également la pièce douanière destinée à constater la consignation des droits et taxes d'entrée;
- e) à moins que le contraire ne résulte du contexte, par « personnes », les personnes physiques et morales.

Article 2.

- 1. Chacun des Etats Contractants admettra en franchise temporaire, à charge de réexportation dans les conditions indiquées dans la présente Convention, les véhicules, ainsi que les objets usuels en cours d'usage, non frappés de prohibition, importés et utilisés pour leur usage privé par des personnes propriétaires de ces véhicules ou objets, ou en ayant la jouissance et qui n'ont pas leur principale résidence sur son territoire.
- 2. Ces véhicules ou objets, à l'exception de ceux qui sont visés au paragraphe 3, doivent être placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garantis sant le paiement des droits et taxes d'entrée et éventuellement des amendes douanières exigibles, sous réserve des dispositions spéciales prévues par l'article 33, paragraphe 3 de la présente Convention.
- 3. Les vêtements et effets personnels usagés, les appareils photographiques avec douze châssis, ou deux rouleaux de pellicule, les appareils de prise de vues cinématographiques d'un modèle réduit avec un rouleau de pellicule, les bijoux personnels, les jumelles, les instruments de musique portatifs, les machines parlantes, les appareils récepteurs de T.S.F portatifs, les machines à écrire portatives, les tentes et les menus objets de camping, les voitures d'enfants, les articles de sport tels que: armes de chasse; skis, raquettes de tennis, appartenant à des habitants du territoire de l'un des Etats Contractants effectuant un séjour temporaire dans le territoire des autres Etats Contractants, seront admis temporairement, sans titre d'importation temporaire, hors le cas de soupçon d'abus, à la condition de porter des traces evidentes d'usage et de correspondre à la position sociale des intéressés. Cette tolérance est limitée, par voyageur, à un appareil photographique, un appareil cinématographique d'un modèle réduit, un instrument de musique, un phonographe avec vingt disques, un appareil récepteur de T.S.F. portatif, une machine à écrire et aux articles de sport et de camping à usage personnel.
- 4. Les dispositions de la présente Convention ne portent pas atteinte à l'application des règiments de police et autres concernant l'importation et la détention d'armes et munitions.
- 5. Les prohibitions d'importation édictées par les Etats Contractants ne s'appliqueront aux véhicules et objets qui benéficient de la présente Convention que dans le cas où elles sont basées sur des considérations autres qu'économiques telles que par exemple les considérations morales, humanitaires, sanitaires, vétérinaires, phytopathologiques ou de securité publique.

Article 3.

Seront admis en franchise des droits et taxes d'entrée, les provisions de route, de petites quantités de tabac, cigares et cigarettes, ainsi que les combustibles et carburants contenus dans les réservoirs normaux des véhicules importés temporairement. Chaque Etat Contractant fixera, pour son territoire, les conditions de cette franchise.

Article 4.

- 1. Seront admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes d'entrée:
- a) Les formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes ou par les autorités douanières des Etats Contractants et dont les personnes résidant dans le pays d'importation se serviront pour l'admission de leurs véhicules ou objets dans d'autres pays,
- b) Les imprimés et affiches de propagande en papier, sans limitation de quantités (horaires sous forme de livres ou d'affiches, guides, brochures, dépliants, illustrés ou non, affiches illustrées) qui ont pour objet essentiel d'amener le public à visiter des pays étrangers ou des localités étrangères ou à assister, à l'étranger, à des réunions ou à des manifestations présentant un caractère touristique ou sportif pourvu qu'ils soient distribués gratuitement, qu'ils ne contiennent pas plus de 25 % de publicité et que leur but de propagande touristique ou sportive soit évident.
- 2. Sera admis en franchise temporaire, à charge de réexportation et sous les conditions que chaque Etat Contractant pourra fixer pour prévenir des abus, le matériel de propagande touristique (films cinématographiques documentaires d'une largeur maximum de 16 mm. et d'une longueur maximum de 500 m. destinés à être projetés à titre gratuit, clichés, dispositives, dioramas, photographies), non frappés de prohibition, ayant pour objet essentiel d'amener le public à visiter des pays étrangers ou des localités étrangères ou à assister, à l'étranger, à des réunions ou à des manifestations présentant un caractère touristique ou sportif.

CHAPITRE II.

Titres d'importation temporaire

Article 5.

- 1. Les titres d'importation temporaire peuvent être valables pour un seul pays ou pour plusieurs pays.
- 2. Chacun des Etats Contractants pourra obtenir des autres Etats contractants communication du ou des modèles de titres d'importation temporaire valables sur leur territoire et autres que ceux figurant aux annexes de la présente Convention.

Article 6.

- 1. Les titres d'importation temporaire valables pour les territoires de tous les Etats Contractants ou de plusieurs d'entre eux sont désignés sous le nom de « carnets de passages en douane » et seront conformes aux modèles-types destinés respectivement aux automobiles et remorques et, lorsqu'il en est exigé, aux aéronefs, qui figurent aux annexes 1 et 2.
- 2. Si le carnet de passages en douane ne doit pas être utilisé dans le territoire d'un ou plusieurs des Etats Contractants, il pourra être rendu non valable pour ce ou ces territoires par l'association qui le délivre.
- 3. Les titres d'importation temporaire valables exclusivement pour le territoire d'un seul Etat Contractant pourront être conformes au modèle-type figurant à l'annexe 3. Les Etats Contractants auront toute liberté d'utiliser d'autres documents s'ils le désirent.

Article 7.

La durée de validité des titres d'importation temporaire autres que ceux délivrés par les associations autorisées conformément à l'article 10 est fixée par chaque Etat Contractant suivant sa réglementation.

Article 8.

- 1. Les véhicules et les objets figurant sur le titre d'importation temporaire doivent être réexportés à l'identique dans le délai de validité de ce titre.
- 2. La preuve de réexportation résultera du visa de sortie apposé régulièrement sur le titre d'importation temporaire par les autorités douanières du pays où les véhicules ou objets ont été importés temporairement.
- 3. Toutefois, les Etats Contractants peuvent subordonner la décharge des titres d'importation temporaire délivrés, le cas échéant, pour les aéronefs à la preuve de l'arrivée de l'appareil en territoire étranger.

Article 9.

- 1. Par dérogation à l'obligation de réexportation prévue à l'article précédent, en cas d'accident dûment établi, la réexportation des véhicules gravement endommagés ne sera pas exigée pourvu qu'ils soient, suivant ce que l'autorité douanière exigera, ou bien soumis aux droits et taxes d'entrée, ou bien abandonnés francs de tous frais au Trésor public du pays, ou bien détruits aux frais des intéressés.
- 2. Lorsqu'un véhicule admis temporairement ne pourra pas être réexporté par suite d'une saisie différant de celles qui sont pratiquées à la requête de particuliers, les délais de validité des titres d'importation temporaire seront suspendus pendant la durée de la saisie.
- 3. Autant que possible, les autorités douanières notifieront à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou à leur requête sur des véhicules placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garanti par cette association et l'aviseront des mesures qu'elles entendent adopter.

CHAPITRE III.

Facilités accordées aux associations autorisées

Article 10.

- 1. Sous les garanties et conditions qu'il déterminera, chacun des Etats Contractants pourra habiliter des associations et notamment celles qui sont affiliées à une organisation internationale à délivrer soit directement soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes les titres d'importation temporaire prévus par la présente Convention.
- 2. La durée de validité de ces titres ne peut pas excéder un année à compter du jour de leur délivrance.

CHAPITRE IV.

Conditions d'application de l'admission temporaire

Article 11.

Le régime d'importation temporaire prévu par la présente Convention sera accordé aux personnes qui n'ont pas leur résidence principale dans le pays où elles vont séjourner temporairement. Une personne sera considérée comme n'ayant pas sa résidence principale dans le pays d'importation du véhicule si elle réside dans ce pays moins de six mois en moyenne par an, soit pour y faire du tourisme, soit dans un but professionnel, et sans distinguer si elle est propriétaire ou locataire de l'immeuble ou de l'appartement qu'elle occupe.

Article 12.

- 1. Les titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées sont établis au nom des personnes propriétaires des véhicules importés temporairement ou qui en ont la jouissance.
- 2. Les véhicules se trouvant sous le couvert de titres d'importation temporaire peuvent être utilisés par des tiers dûment autorisés par les titulaires de ces titres et remplissant les conditions prévues par la présente Convention. Les autorités douanières des Etats Contractants ont le droit de réclamer des justifications de l'autorisation donnée à des tiers par les titulaires et, si ces justifications ne leur paraissent pas suffisantes, de s'opposer à l'entrée ou à l'utilisation des véhicules dans leur pays sous couvert des titres en question.
- 3. Les autorités douanières des Etats Contractants pourront tolérer, dans des cas exceptionnels et dans les conditions dont elles demeureront seuls juges, qu'un véhicule circulant sous le couvert d'un titre d'importation temporaire soit conduit par une personne dont la résidence principale se trouve dans le pays d'importation du véhicule, notamment lorsque le conducteur conduit la voiture pour le compte et sur les instructions du titulaire du titre d'importation temporaire.

Article 13.

- 1. Le poids à déclarer sur les titres d'importation temporaire est le poids à vide des véhicules. Il doit être exprimé suivant les unités du système métrique. Lorsqu'il s'agit de titres valables pour un seul pays, les autorités douanières de ce pays pourront prescrire l'emploi d'un autre système.
- 2. La valeur à déclarer sur les titres d'importation temporaire valables pour un seul pays est exprimée dans la monnaie de ce pays. La valeur à déclarer sur un carnet de passages en douane est exprimée dans la monnaie du pays où le titre est délivré.
- 3. Les objets et l'outillage constituant l'équipement normal des véhicules n'ont pas à être spécialement déclarés sur les titres d'importation temporaire.
- 4. Lorsque les autorités douanières l'exigent, les pièces de rechange telles que pneumatiques, chambres à air et hélices, ainsi que les accessoires non considérés comme constituant l'équipement normal des véhicules, tels que appareils de T.S.F., remorques ne faisant pas l'objet d'un document distinct et porte-bagages, doivent être déclarés sur les titres d'importation temporaire, avec les indications nécessaires, telles que poids ou valeur, et être représentés à la sortie du pays visité.

Article 14.

Toutes modifications aux indications portées sur les titres d'importation temporaire par l'association émettrice doivent être dûment approuvées par cette association ou par l'association garante. Aucune modification n'est permise après prise en charge des titres par la douane du pays d'importation sans l'assentiment de cette douane.

Article 15.

Est admise temporairement en franchise, à charge de réexportation, l'importation à titre privé de pièces détachées destinées à la réparation des véhicules importés temporairement sur le territoire de l'un des Etats Contractants en application de la présente Convention.

Article 16.

Les pièces remplacées seront passibles de droits et taxes d'entrée si elles ne sont pas réexportées à moins que, conformément à la réglementation du pays intéressé, elles ne soient abandonnées franches de tous frais au Trésor public ou bien détruites aux frais des importateurs.

Article 17

Les véhicules se trouvant dans le territoire de l'un des Etats Contractants, sous le couvert d'un titre d'importation temporaire, ne peuvent être utilisés, même accessoirement, à des transports s'effectuant contre rémunération entre des points situés à l'intérieur des frontières de ce territoire.

CHAPITRE V

Prolongation de validité et renouvellement des titres d'importation temporaire

Article 18

1. Il sera passé outre au défaut de constatation de la réexportation, dans les délais impartis, des véhicules importés temporairement, lorsque ceux-ci seront présentés dans les huit jours de l'échéance des titres et qu'il sera donné des explications satisfaisantes pour justifier ce retard.

Article 19

- 1. Les demandes de prolongation de validité des titres d'importation temporaire doivent, sauf impossibilité résultant d'un cas de force majeure, être présentées aux autorités douanières compétentes avant l'échéance de ces titres.
- 2. Les délais nécessaires pour la réexportation des véhicules ou objets importés temporairement seront accordés lorsque les importateurs pourront établir à la satisfaction des autorités douanières intéressées qu'un cas de force majeur les empêche de réexporter les dits véhicules ou objets dans le délai imparti.

Article 20

En ce qui concerne les carnets de passages en douane, les Etats Contractants reconnaissent comme valables pour leur territoire les prolongations de validité délivrées par l'un quelconque d'entre eux, dans les conditions que leurs autorités douanières auront arrêtées d'un commun accord.

Article 21

Chacun des Etats Contractants autorisera, moyennant telles mesures de contrôle qu'il jugera devoir fixer, le renouvellement des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées et afférents à des véhicules ou objets importés temporairement sur son territoire, sauf dans le cas où des conditions d'admission temporaire ne se trouveraient plus réalisées. La demande de renouvellement sera présentée par l'association garante.

CHAPITRE VI

Visas des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées

Article 22

Les bénéficiaires de l'admission temporaire ont le droit d'importer autant de fois que de besoin, pendant la durée de validité des titres d'importation temporaire, les véhicules ou objets repris sur ces titres, sous la réserve de faire constater chaque passage (entrée et sortie) par un visa des agents des douanes intéressées, si l'autorité douanière l'exige. Toutefois, il peut être émis des titres valables pour un seul voyage.

Article 23

Lorsqu'il est fait usage de titres d'importation temporaire ne comportant pas de volets détachables à chaque passage, les visas apposés par les agents des douanes entre la première entrée et la dernière sortie ont un caractère provisoire. Les visas provisoires donnés à la sortie pourront néanmoins, sous les conditions tixées dans chaque pays, être admis, pendant la durée de leur validité, comme justification de la réexportation des véhicules ou objets importés temporairement.

Article 24

Lorsqu'il est fait usage de titres d'importation temporaire comportant des volets détachables à chaque passage, chaque entrée et chaque sortie ont un caractère définitif.

Article 25

Lorsque les autorités douanières d'un pays ont déchargé définitivement et sans réserves un titre d'importation temporaire, elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante le paiement des droits et taxes d'entrée à moins que le certificat de décharge n'ait été obtenu abusivement.

Article 26

Les visas des titres d'importation temporaire utilisés dans les conditions prévues par la présente Convention ne donnent pas lieu au paiement d'indemnités pour le service des douanes pendant les heures d'ouverture des bureaux ou postes de douane.

CHAPITRE VII.

Régularisation des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées

Article 27

1. Si l'autorité douanière l'autorise, il pourra être passé outre au défaut de certificat de décharge des titres d'importation temporaire détruits, perdus ou volés, au vu d'un certificat délivré soit par l'autorité consulaire du pays intéressé, soit par une autorité douanière ou de police, constatant que les véhicules ou objets décrits sur ces titres leur ont été présentés et se la date d'expiration de la validité de ces titres.

trouvent hors du pays d'importation postérieurement à la date d'échéance de ces titres.

- 2. Les titres non déchargés pourront également être régularisés avant ou après leur péremption, avec l'accord de l'autorité douanière et à condition d'être produits à celle-ci accompagnés d'un certificat délivré par l'une des autorités compétentes précitées ou de telle autre justification qui sera exigée, constatant que les véhicules ou objets se trouvent hors du pays d'importation. Toutefois, s'il s'agit d'un titre non périmé, lesdits certificat et justification ne pourront être acceptés qu'après le dépôt préalable du titre à l'autorité douanière. Lorsqu'un véhicule a été volé après avoir été réexporté du pays d'importation, sans que la sortie ait été régulièrement constatée sur le titre d'importation temporaire, ce titre pourra être régularisé à condition que l'association garante le présente et fournisse la preuve du vol. Si le titre n'est pas périmé, son dépôt pourra être exigé par l'autorité douanière.
- 3. Un modèle-type du certificat susvisé figure à l'an-

Article 28

Sous les conditions fixées par l'autorité douanière de chaque pays, il pourra également être passé outre au défaut de certificat de décharge des titres périmés d'importation temporaire sans volets détachables lorsque le dernier visa provisoire apposé sur ces titres sera un visa de sortie.

Article 29

Lorsqu'un visa de sortie d'un pays aura été omis ou irrégulièrement apposé sur un carnet de passages en douane, il pourra être tenu compte, pour la décharge de ce carnet, des visas de passages inscrits par les autorités douanières des pays ultérieurement visités.

Article 30

Lorsque des prohibitions et restrictions d'importation ou d'autres mesures ne s'y opposent pas, la décharge des engagements souscrits pourra être exceptionnellement autorisée moyennant le paiement des droits et taxes d'entrée applicables aux véhicules ou objets importés temporairement.

Article 31

Dans les cas visés aux articles 27, 28, 29 et 30 de la présente Convention, chaque autorité douanière se réserve la faculté de percevoir un droit de régularisation et un intérêt de retard.

Article 32

Les autorités douanières ne seront pas fondées a réclamer aux associations garantes le paiement des droits et taxes d'entrée afférents aux véhicules ou objets importés temporairement lorsque la non-décharge des titres d'importation temporaire n'aura pas été notifiée à ces associations dans le délai d'un an, à compter de

Article 33

- 1. Les associations garantes ont un délai d'un an à compter de la notification de la non-décharge des titres d'importation temporaire pour fournir la preuve de la réexportation des véhicules ou objets, dans les conditions prévues par la présente Convention.
- 2. Si cette preuve n'est pas fournie dans les délais prescrits, les associations garantes consigneront ou verseront à titre provisoire les droits et taxes d'entrée exigibles. Cette consignation ou ce versement devient définitif après un délai d'un an à compter de la date de la consignation ou du versement provisoire. Pendant ce dernier délai, les associations garantes pourront encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées, bénéficier des facilités prévues au paragraphe 1 du présent article.
- 3. En cas de non-décharge d'un titre d'importation temporaire, l'association garante ne pourra être tenue de verser une somme supérieure au montant des droits et taxes d'entrée applicables au véhicule ou aux objets non réexportés, augmenté éventuellement de l'intérêt de retard.

Article 34

Aucune des dispositions de la présente Convention ne fera obstacle au droit des autorités douanières de poursuivre, à l'encontre des titulaires de titres d'importation temporaire, le recouvrement des droits et taxes d'entrée ainsi que des pénalités qu'ils auraient encourues en cas de fraude, de contravention ou d'abus. Dans ce cas, les associations garantes devront prêter leur concours aux autorités douanières.

CHAPITRE VIII. Dispositions diverses

Article 35

Pour l'accomplissement des formalités prévues par la présente Convention, les Etats Contractants s'efforceront d'ouvrir pendant les mêmes heures les bureaux et postes de douane correspondants sur une même route internationale.

Article 36

Les Etats Contractants s'efforceront de ne pas instituer des mesures d'ordre douanier qui pourraient avoir pour effet d'entraver le développement du tourisme international.

Article 37

Toute infraction aux dispositions de cette Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne, un véhicule ou un objet du régime d'importation prévu par cette Convention, tout emploi d'un véhicule ou d'un objet ainsi importé à un usage autre que celui prévu ou par une personne ne remplissant pas les conditions voulues pour bénéficier du régime d'importation susvisé, pourra exposer le contrevenant aux sanctions prévues par la législation du pays où l'infraction a été commise.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés font les déclarations suivantes:

Les dispositions de cette Convention déterminent des facilités minima. Il n'est pas dans l'intention des Etats Contractants de restreindre les facilités plus grandes que certains d'entre eux accordent ou accorderaient en matière de tourisme international. Elles ne mettent pas obstacle à l'application des dispositions nationales ou conventionnelles concernant la réglementation des transports routiers.

Les Etats Contractants se réservent le droit de consentir les mêmes avantages aux personnes résidant dans des Etats non contractants.

Les autorités douanières des Etats Contractants se réservent le droit de prendre toutes mesures de contrôle appropriées pour empêcher les fraudes, contraventions ou abus qui pourraient êre commis grâce aux facilités prévues par cette Convention.

Les Etats Contractants reconnaissent que la bonne exécution de cette Convention requiert l'octroi de facilités aux associations autorisées en ce qui concerne:

- a) le transfert des devises nécessaires au réglement des droits et taxes d'entrée réclamés par les autorités douanières d'un des États Contractants pour non-décharge des titres d'importation temporaire prévus par la Convention;
- b) le transfert des devises lorsqu'il y a restitution de droits ou taxes d'entrée en conformité des dispositions de l'article 33 de la Convention; et
- c) l'octroi de toutes licences d'importation et d'exportation voulues et le transfert des devises nécessaires au paiement des formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale, expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes.

Ad article 2, paragraphe 1

Il est entendu que l'admission en franchise n'exclut pas de faibles perceptions ayant le caractère d'un droit de statistique.

Ad article 22

Les autorités douanières des Etats Contractants s'efforceront de généraliser l'emploi, pour les visas des titres d'importation temporaire, de composteurs dateurs marquant la date du passage et le nom du bureau de douane où le passage est constaté.

Ad article 33

Pour les pays dont la réglementation ne comporte pas le régime de la consignation ou du versement provisoire des droits et taxes d'entrée, les perceptions qui seraient faites dans le cadre de l'article 33 auront un caractère définitif, étant entendu que les sommes perçues pourront être remboursées lorsque les conditions prévues par cet article se trouveront remplies. (recto de la jeuille de couverture) [Organisation internationale]

ANNEXE 1

Carnet de passages en douane

Toutes les mentions imprimées du carnet de passages en douane sont rédi-

gées en français. Les dimensions sont de 22×27 cm. L'association qui délivre le carnet doit faire figurer son nom sur chacun des volets et faire suivre ce nom des initiales de l'organisation internationale

à laquelle elle est affiliée.

						 	··· .		
_	83	က	4	જ	9	-	∞	ာ	
S VEHICULES		inclus	pendant cette et règlements	Non valable	pour	^	sous le No	ıts:	
CARNET DE PASSAGES EN DOUANE POUR LES VEHICULES A MOTEUR ET REMORQUES	No	VALABLE UNE ANNEE, soit jusqu'au (Inscrire la date à l'encre rouge)	sous réserve que le titulaire ne cesse pas de remplir, pendant cette période, les conditions prévues par les lois et règlements de douane des pays visités	Délivré par	Titulaire (En lettres majusoules)	Résidence principale ou (EN LETTRES MAJUSCULES)	116 en	Ce carnet peut être utilisé dans les pays suivants: (LISTE DES PAYS)	
-	63	က	4	10	9	-	∞ •	ာ	
				•				· · · · · · ·	

(Page 2 de la couverture)

SIGNALEMENT DU VEHICULE

PROLONGATION EVENTUELLE

Signature du Délégué de l'Asso-

ciation qui délivre le carnet

29	A charge pour l	Délivré à	., l e	19
28	Valeur du véhi	(En lettres et en chiffres)		
		(En lettres et en chiffres)		
27	Poids net du v	éhicule		
26				
25				
24				
23	Divers			
22	Pneumatiques of			
21	Année de const			
20		Nombre de places ou charge utile		
19		Garniture, intérieure		
18	Carrosserie	Couleur		
17		Marque		
16		Type ou forme		
15		Force en chevaux		
14	Moteur	Nombre de cylindres		
13		Numéro		
11 12		(Numéro (Marque		
10	$Ch\^{a}ssis$	Marque		
9	Immatriculé en			
8	sidecar, cycle	, autobus, camion, camionnette, tracteur, mot avec moteur auxiliaire)	ocycle avec ou sans	
_	REMORQUE		(inutiles)	

Renseignements requis à des fins autres que les formalités douanières pour (1) les automobiles affectées au transport des marchandises et dont le poids maximum autorisé excède 3.500 kg. et (2) les automobiles servant au transport des personnes et comportant, entre le siège du conducteur, plus de 8 places assises.

Signature du Secrétaire du Bureau Central de

l'Alliance Internationale de Tourisme et de la

Fédération Internationale de l'Automobile

32 Largeur du véhicule

Signature du Titulaire

- 33 Hauteur du véhicule
- 34 Poids maximum autorisé du véhicule
- 35 Poids maximum autorisé sur l'essieu le plus chargé (poids en lettres et en chiffres)

l'expiration, le carnet doit être retourné à l'Association qui l'a délivré.

NOUCHE	1 VOLET DE SORTIE	1 VOLET D'ENTREE
2 L'entrée en	2 Du Carnet de Passages en Douane	2 Du Carnet de Passages N.
3 du véhicule décrit dans le carnet		3 VALABLE jusqu'au 4 Délivré par
4 N.	5 Titulaire (en lettres majuscules) 6 Résidence principale ou	5 Titulaire (en lettres majuscules) 6 Résidence principale ou
s seu neu re 6 par le burean de donane de	siège d'exploitation (en lettres majuscules)	siege d'exploitation (en lettres majuscules)
		Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, élec- trique, à vapeur, REMORQUE
8 Timbre du bureau de douane	s tenre (volune, autodus, cannon, cannonnette, tracter, mots teur, motocycle avec ou sans sidecer, orde avec mor intilies tour auxiliaire) 9 Immatriculé en sous le N°	S Genre (volunte, autobus, cannon, cannonneue, mots tracteur, motocycle avec ou sans sidecar; cycle avec) inutiles motour auxiliaire) 9 Innmatriculé en sous le N°
	10 Châssis Marque 11 Numéro	10 Châssis Numéro
	Moteur.	Non Marque valable Numéro Moteur
		Nombre Force on
Non valable	Carrosserie	18 Carrosserie Couleur Carriere (Carriture intérieure
		20 Année de construction
	22 Pneumatiques de rechange 23 Divers	22 Pneumatiques de rechange. 23 Divers
	24 25	24 25
	26 27 Poids net du véhicule	27 Poids net du véhicule.
9 La sortie de	(en lettre et en chifres) 28 Valeur du véhicule	(on lettres of on chirals) 28 Valeur du véhicule
10 a eu licu le		
11 par le bureau de douane de	29 La sortie de 30 a eu lieu le	29 L'entrée en 30 a eu lieu le
		31 par le bureau de . 32 où le présent volet a été pris en charge sous le N°
	33 Signature de l'agent de la douane et 34 timbre du bureau de douane	33 Signature de l'agent de la douane et 34 timbre du bureau de douane.
12 Signature de l'agent de la douane et		
13 timbre du bureau de douane		
	35 A retourner au bureau de douane 86 oú le carnet a été pris en charge sous le N°	35 N. B Le bureau de douane d'entrée ne doit pas omettre de 36 remplir le volet de sortie ci-contre aux lignes 34 et 35.
L'ASSOCIATION QUI A DÉL	L'ASSOCIATION QUI A DÉLIVRÉ LE PRÉSENT CARNET FOURNIT LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS AUX USAGERS	S SUIVANTS AUX USAGERS

ANNEXE !

CARNET DE PASSAGES EN DOUANE POUR AERONEFS

Carnet de passages en douane pour aéronefs

Toutes les mentions imprimées du carnet de passages en douane sont rédigées en français.

Les dimensions sont de 40×24 cm.

Notr. — Dans le texte imprimé, le souche de côntr'ile (2-5ts), le voiet de contrôle (2-5ts) et les voiets (3) de sortie et d'entrée constitueront une seule fenille.

former aux lois et règlements de douane sur l'importation temporaire des aéronefs immatriculé en (désià charge pour le titulaire de réexporter l'appareil dans le délai de validité imparti et de se condans les pays visités, sous la garantie, dans chaque pays où le document est valable de l'Association agréée, affiliée à l'Association internationale mentionnée à la page 2. sous réserve que le titulaire ne cesse de remplir pendant cette période les condi-A l'expiration, le carnet doit être retourné à l'Association qui l'a délivré. tions prévues par les lois et règlements de douane des pays visités. résidence principale . jusqu'au et portant les marques d'immatriculation du (Inscrire les dates a l'encre rouge) Pour un (désignation de l'aéronef) gnation du pays d'immatriculation) VALABLE du Délivré par Titulaire

OE OARNET PEUT ÊTRE UTILISÉ DANS LES PAYS SUIVANTS :

SIGNALEMENT DE L'AERONEF

2 3	Hydro-A		nérique, Ballon dirigeab laneur, (genre: monopla		hibie Autogyre, Hélicoptère (1)
	Marque et Numéro				
5	Valeur de l'aéronef,	moteurs compris	(en lettres et en chiffre	e)	• • • •
6	Poids de l'aéronef, à	à vide (en leftres e	et en chiffres) .		• •
7	Ballon sphérique ou	dirigeable (1)	Aéroplane, Hydro-aéro	oplane, Amphibie, A	vion-p'aneur genre: monoplan, biplan, triplan Autogyre ou Hélicoptère (1)
9	Enveloppe (1) So	ie vernie ton verni ton caoutchouté	Voilure	en tissu de envergure:	surface portante
11			Moteur	Nombre Numéro	Marque: Force en chevaux:
12			Carrosserie .	Couleur:	Nombre de places:
13	Année de constructi	on	•		•
14	Détail des pièces de	· · · o rechange et instr	uments de bord (indiqu	er les espèces, poid	s et valeurs des objets divers)
			le.	19	
	Signature du titulai		mature du Secrétaire Gé lération Aéronautique Ir		Svynature du délégué e l'association qui délivre le carnet:

Bureau de douane de			c1	1 Volet de Départ du pays d'origine 2 Carnet de passages en douare N°		32
r Assavani in Volgble insmian						65
vasable jusqu'au Constaté la dénart de l'aéronef décrit ci-dessins.	of décrit ci-	เปียยมห.		•		4
moran on amidan or comen				5 Titulaire		ō
Titulaire	•			6 Résidence principale.		9
N° DU CARNET DE PASSAGES EN DOUANE	EN DOUANE		9	7 pour un aéronef du genre: Ballon sphérique, Ballon	e, Ballon	~
pour un aéronef du genre: Ballon sphérique, Ballon	allon sphéri	que, Ballon		8 dirigeable, Amphibie, Hydro-aéroplane, Antorvre, Hélicoptère (1)	dirigeable, Amphibie, Hydro-aéroplane, Aéroplane (genre: monoplan, biplan, triplan),	œ
igeable, Amphibie, Hydro- togyre, Hélicoptère (1)	aéroplane, 4	dirigeable, Amphibie, Hydro-aéroplane, Aéroplane (genre: monoplan, biplan, triplan), Autogyre, Hélicoptère (1)	œ	9 Marque et numéro d'immatriculation		6
Marque et numéro d'immatriculation	culation	-	9 10			10
Valeur de l'aéronef (moteur compris)	compris)		10 11	1 Poids de l'aéronef à vide		11
Poids de l'aéronef à vide			11 12	BALLON SPHÉRIQUE OU	AÉROPLANE, HYDRO-AEROPLANE, AMPHIBIE, AUTO-	12
BALLON SPHÉRIQUE	_	AÉROPLANE, HYDRO-AÉROPLANE, AMPHIBIE, AUTO- GYPE, HELICOPTÈRE OU AVION-PLANEUR (1)	12	DIRIGEABLE (1) FINTELOPPE / Coton caontchouté 2	GYRE, HELICOPTEKE OU AVION-FLANEUK (1) / en tissu de	13
Dates Coton Town		•	13 14	(Baver les	rergure	14
_	ın[]	envergur		mots inutiles) (Coton verni	(surface portante	15
les) {		_	15 16	Volume en mètre	Nombre	16
Volume en mètres cubes:		/ Nombre	16 17		Marque	12
	an.	Marque	17 18	Z (opec		2 2
	ote.	~	18 19		Force en chevaux	£.
	W	Force en chevaux	10		_	Š
		_	20		Type ou forme	0 7
		_			Nombre de places	17
		Nombre de places	21 22	11.8 ⁽¹⁾	Couleur	22
	 1180	Couleur	22	Année de construction.		23
			00 94		nge et instruments de bord	24
Année de construction . Détail poide et volum des pl	Poos do soo	Année de construction . Détait maide at malain des nibaes de mahenne et instruments de hand				25
cant, potus de valdut ues p.	on social			ŷ		26
			26 27	7 Le départ du territoire de (nom du pays)		21
			27 28			28
			53			29
Timbre du Bureau de à	douane et sig	Timbre du Bureau de douane et signature de l'agent de douane:	e 	0 Le présent volet a été inscrit sous le N^{o}		90
				Timbre du Bureau de douane et signature de l'agent de douane:	ture de l'agent de douane:	
			-			
			<u> </u>	(4) Down los mode lautilos		
 Rayer les mots inutiles. N. B. — Le Bureau de douan cher et conserver le volet oi-contre. 	ane doit, au re.	er les mots inutiles. — Le Bureau de douane doit, au départ de l'aéronef du pays d'origine, remplir, déta- ryer le volet ci-contre.		(1) teajon les mois innones. N. B. — Volet à détacher par le Bureau (res mous innouves. Volet à détacher par le Bureau de douane au départ de l'aéronef du pays d'origine	ine

Volet-de controle. Le durant de uouant doit macrire le nom du bureau et du pays de départ à la ligne

1 1 1 1 1 1 1 1 1 1	s	VOLET DE SORTIE	du carnet de Passages en Douane N°. Valleira jusqu'au Délivré par Titulaire Résidence principale pour un aéronef du genre: Ballon sphérique, Ballon dirigeable, Amphible, Hydro-aéro- 7 plane, Aéroplane (genre: monoplan, biplan, triplan), Autogyre, Hélicoptère (1) Marque et numéro d'immatriculation Valeur de l'aéronef (moteur compris) Valeur de l'aéronef (moteur compris) 10	UE OU AÉROPLANE, HYDRO-AÉROPLANE, 12 AMPHIBIE, AUTOGYRE, HÉLICOPTÉRE OU AVION-PLANEUR (1)	caoutchouté	Marque No. No. 17 18 No. No. No. 18 No. No.	Année de construction. Détail, poids et valeur des pièces de rechange et instruments de bord. 24 Lo Départ du territoire (nom du pays). 8 eu lieu le par le bureau de douane de	e l'agent de douane:		Volet à renvoyer après réception du volet de contrôle au bureau 32 d'entrée de 33 où le carnet a été pris en charge sous le N° 34
그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그 그		Ħ	2 2 4 7 2 2 2 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1 1		18 ENVELOPPE 14 (Rayer les 15 mots inutiles) 16 Volume en mètres		2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2 2	9	11 03 00 44 170 D	

	ന			2 bis	
AOL	VOLET D'ENTREE		VOLET	VOLET DE CONTROLE	
1 N° d'inscript, au Reg. des douanes 2 du Carnet de Passages en Douane N°. 3 VALABLE jusqu'au 4 Délivré par. 5 Titulaire 6 Résidence principalo. 7 pour un aéronef du genre: Ballon sphér., Ballon dirigeable, Amphible, 8 Aéroplane (genre: monoplan, biplan, triplan), Autogyre, Hélicoptère (1) 9 Marque et Numéro d'immatriculation 10 Valeur de l'aéronef (moteur compris) 11 Poids de l'aéronef à vide	ér., Ballon dirigeable, Amphibie, Hydro-aéroplane, iplan), Autogyre, Hélicoptère (1)	A 600 110 110 110 110 110 110 110 110 110	envoyer à la douane de Nº d'inscription au Reg. des douanes du Carnet de Passages en Douane N° VALBIE jusqu'au Délivré par. Titulaire Résidence principale. pour un aéronef geure: Ballon sphér., Ballon dirigeable, Amphibie, Aéroplane (geure: monoplan, biplan, triplan), Autogyre, Hélicoptère (1) Marque et Numéro d'immatriculation Valeur de l'aéronef (moteur compris) Poids de l'aéronef à vide	du territofre de. Ballon dirigeable, Amphibie, Hydro-aéroplane, plan), Autogyre, Hélicoptère (1)	11 01 00 4 10 10 10 10 11 11 11 11 11 11 11 11 11
12 BALLON SPHÉRIQUE OU DIRIGEABLE (1) 13 ENVELOPPE (Soie vernie) 14 (Rayer les	AÉROPIANE, HYDRO-AÉROPIANE, AMPHIBIE, AUTO- 12 GYRE, HÉLICOPTÈRE OU AVION-PLANEUR (1) E en tissu de 14 Surface portante 15 Nombre 16 Marque 17 No No No No 18 No N	91 81 4 19 9 18 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8 8	Ballon sphreduce ou direction (1) Envelope Sole vernie (Rayer les Coton vernie mots inutiles) Coton caeutchouté Volume en mètres cubes.	AÉROPLANE, HYDBO-AÉROPLANE, AMPHIBIE, AUTO-GYRE, HÉLICOPTÈRE OU AVION-PLANEUR (1) G en tissu de en tissu de envergure. Surface portante Nombre Marque No Marque Rorce en chevanx E Type ou forme C Type ou forme	12 13 14 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15 15
Année de construction. 24 Détail, poids et valeur des pièces de rechange et instruments de bord 25 26 27 L'entre en 28 a eu lieu le 29 par le bureau de douane de 30 ot le présent voiet a été inscrit sous le N° 31 Timbre du Bureau de douane et signature de l'agent de douane:	de bord	31 3 5 5 8 4 6 5 4 3	Année de construction. Détail, poids et valeur des pièces de rechange et instruments de bord La sortie du territoire de (nom du pays) est confirmée le. (Ligne à imprimer en rouge) par le bureau de douane de du territoire de. Timbre du Bureau de douane et signature de l'ayent de douane:	schange et instruments de bord re de l'ayent de douane:	22 22 22 23 24 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25 25
(1) Rayer les mots inutiles.		£ 	(1) Rayer les mots inutiles, Voi	Volet à détacher par le Bureau de douane. (Voir à la souche ct-contre les conditions d'envoi).	che

ro e

SOUCHE DE CONTROLE (25) bis

de l'aéronef décrit dans le Carnet de passages en douane

a sortie du territoire de (nom du pays)

signature de l'agent de la douane: Timbre du Bureau de douane et. du territoire de (nom du pays) par le Burcau de Douane de est confirmée le (ligne à imprimer en rouge)

2

ronge)	
en	
(A imprimer	
~	_

(25) bis	VOLET DE CONTROLE	A envoyer à la Douane de	No d'inscription au Registre des Douanes	2 du Carnet de passages en douane N° 23 VALABLE insqu'an 3	Délivré par	Titulaire	6 kesidence principale 7 pour un aéronef du genre: Ballon sphér., Ballon dirigeable, 7		8 Hydro-aeroplane, aeroplane (genre, monoplan, prem., c., plan), Autogyre, Hélicoptère (1)	Marque et Numéro d'immatriculation	10 Valeur de l'aéronef (moteur compris) 10 11 Poids de l'aéronef à Vide 11	BAL	ENVELOPPE (Sole vernie	Sel Nuinui-	/ Nombre	ine	18 & Coron chevaux	20 Type ou forme 20	Carr Content Couleur	23 Détail, poids et valeur des pièces de rechange et instru- 23	ments de bord 24	**************************************	26 Lia sortie du territoire de (nom du pays)	27 est confirmée le	28 par le bureau de 28 ou du territoire de 29		signature de l'agen		
				ତଃ ମ	•	5	9 1-	(00	6	10	13	13	14 15	ė	11	$\frac{18}{19}$	20	22	23	9.4	25	26	27	28	2 6	3		

N. B. - Si la sortie du pays indiqué à la ligne 2 de la souche de sortie précédente, effectuée par la voie des airs, est confirmée par l'atterrissage dans un pays suivant, l'agent de la douane de l'aérodrome d'entrée qui remplit cette souche et ce volet doit détacher le volet et le retourner au bureau de douane indiqué à la ligne 5 de la souche de sortie précédente.

Le Bureau de douane doit en siger du titulaire le paiement des frais d'afranchissement de ce renvoi.

Si, après départ par la voie des airs, la sortie se fait par terre, cette souche et ce volet doivent être remplis par le Bureau de douane frontière de sortie du pays indiqué à la ligne 2 de la souche précédente. Pétacher le volet et le retourner au Bureau de douane indiqué à la ligne 5 de la souche précédente.

W.B. — Lorsque la sortic se fait par la voie des airs le Bureau de douane de l'aérodrome douanier de départ annote la souche de sortain se la volet de sortain se fait directement par terre, le Bureau de douane frontière de sortie annote la souche et le volet de contrôle.

Le Bureau de douane doit inscrire le nom du bureau et du pays de départ à la ligne 2 du volet de contrôle.

ANNEXE :

Toutes les mentions imprimées du triptyque sont rédigées dans la langue nationale du pays d'importation; elles peuvent l'être, en outre, en une autre langue. Les dimensions sont de 13 × 29.5 cm.

The difference some of the carry		
1. Polet d'entrée	2. Volet de sortie TRIPTYQUE Nº	3. Volet d conserver par le titulaire TRIPTYQUE No
Pour l'importation temporaire en du véhicule décrit ci-dessous.	Pour l'importation temporaire en du véhicule décrit ci-dessous.	Pour l'importation temporaire en 's du véhicule décrit ci-dessous.
Valable lusqu'au Garanti pus Titulaire Résidence principale Résidence principale Résidence principale On siège d'exploitation Titulaire Que, a vapeur; une Remondurs Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- teur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle (avec Immatricule en Marque Châssis Moteur Moteur Moteur Carrosserie Carrosserie	VALABLE jusqu'au Garanti par Délivée par Titulaire Résidence principale Ou siège d'exploliation Pour une AUTOMOBILE à combustion interne, électri- que, a vapeur; une REMORQUE; Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- teur, motocycle avec ou sans sidecar, cycle (avec moteur auxiliaire) Immatriculé en Marque Moteur Moteur Moteur Marque Couleur Couleur Couleur Nombre de places ou charge utile Année de construction Premanatiques de rechange	Valents par Caranti par Titulaire design of Salaries and
Poids not du véhicule. (en lettres et en chiffres) Valeur du véhicule (c) lettres et en chiffres Conferment et contra et en chiffres	Poids not du véhicule . (en lettres et en chiffres) Valeur du véhicule . (en lettres et en chiffres)	Poids net du véhicule (en lettres et en chiffres) Valeur du véhicule (en lettres et en chiffres)
ce venicine est admis a innortation a charge pour la unadare de le reexporter au plus tand à la date mentionnée ci-dessus et de se conformer aux lois et règlements de douane sur l'importation conformer aux lois et règlements de douane sur l'importation poraire des véhicules à moteur dans le pays visité, sous la garautie de safoit (association garante), en vertu d'un engagement que cette association a pris envers le sous le sacciation a pris envers le Signature du Secrétaire de l'association garante.	Le véhicule décrit ci-dessus a été importé en où le présent volet a été pris en charge au registre spécial sous le N°. Signature du titulaire . Signature de l'agent de la douane . Timbre du bureau de la douane	Le véhicule décrit ci-dessus a été importé en le 19 par le bureau de donane do où le présent voiet a été pris en charge au registre spécial sous le N° Signuture de l'agent de la douane Timbre de bureau de la douane
	Ne pas omettre de remplir de même la partie correspondante der volets Nº 1 et 3.	Ne pas omettre de remplir de même la partie correspondante des volets Nºs 1 et 2
n tue de	Le véhicule a été définitivement réexporté de	Le véhicule a été définitivement réexporté de . 19 par le bureau de douane de . Signature de l'agent de la douane T'imbre du bureau de la douane
Ne pas ometre de remplir de la même façon la patile correspondante des volets	Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante du volet N° 3	Ne pas omettre de remplir de la même façon la partie correspondante du volet Nº 2
Ce voiet doit être détaché et conservé par le bureau de douane d'entrée.	Ce volet doit être détaché et conservé par le bureau de douane de sortie pour être renvoyé au bureau de douane, de première eutrée.	Ce volet doit être conservé par le titulaire après avoir été timbré et signé par les autorités douanières au moment (1) de la première entrée en et (2) de la réexportation définitive de; et doit être retouné à . (association qui a délivré le document au titulaire).

ANNEXE 4

(Verso du volet N^{o} 2)

Certificat pour la régularisation des titres d'importation temporaire non déchargés ou perdus	(Ce certificat doit être rempli soit par une autorité consulaire du pays où le titre d'importation temporafre aurait du être déchargé, soit par les services douaniers ou par la police du pays où le réhicule a été présenté)	(Nom du pays)	L'autorité soussignée certifie que ce jour 19 (préciser la date) un véhicule a été présenté à	par (nom, prénom et andresse). Il a été constaté que ce véhicule répondait aux caractéristiques suivantes: Genre du véhicule (voiture de tourisme, autobus, etc.) Immatriculé en	Oblassis { Marque { No	Moteur Nombre de cylindres Force en chevaux	(1'ype ou forme Marque	Année de construction Preumatiques de rechange	Divers / Cat examen a été effectné sur présentation des titues d'im-	Formules a adoptersule to formule a formule (unméro d'ordre, date et lieu de délivrance du carnet de vant le cas	passage en douane ou du triptyque, nom de l'organisme qui l'a délivré) 2ème formule II n'a été présenté aucun titre d'importation temporaire	Fait à le	Caohot Signature (s) qualité du (des) signataire (s)
Visas de Passages	Date: timbre du bureau de douane; signature de l'agent de la douane												
	Nom du bureau de douane	Sorte	Entrée	Sortie	Entrée	Sortie	Entrás	Sorte	Entrée	Sortie	Bntrée	Sorte	Entrés

Projet de Convention internationale douanière sur les véhicules routiers commerciaux

animés du désir de faciliter le trafic routier international, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires, savoir;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes.

CHAPITRE I. Dispositions générales.

Article 1.

Aux fins de la présente Convention, on entend:

a) par « droits et taxes d'entrée » non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation;

- b) par « véhicules », tous véhicules routiers utilisés pour le transport des personnes, moyennant rémunération, ou pour le transport industriel ou commercial de marchandises, avec ou sans rémunération, y compris les remorques et les cycles avec ou sans moteur;
- c) par « titre d'importation temporaire », également la pièce douanière destinée à constater la consignation des droits et taxes d'entrée;
- d) à moins que le contraire ne résulte du contexte, par « personnes», les personnes physiques et morales.

Article 2.

- 1 Chacun des Etats Contractants admettra en franchise temporaire à charge de réexportation dans les conditions indiquées dans la présente Convention, les véhicules immatriculés dans le territoire de l'un des autres Etats Contractants, importés par des entreprises dont le siège d'exploitation est situé dans ce territoire et utilisés en trafic international routier pour le transport commercial des voyageurs ou des marchandises.
- 2. Les véhicules doivent être placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garantissant le paiement des droits et taxes d'entrée et éventuellement des amendes douanières exigibles, sous réserve des dispositions spéciales prévues par l'article 31, paragraphe 3 de la présente Convention.

Article 3.

- 1. Le conducteur et les autres membres du personnel seront autorisés à importer temporairement, aux conditions fixées par les autorités douanières, une quantité raisonnable d'effets personnels, compte tenu de la durée de séjour dans le pays importateur.
- 2. Seront admis en franchise des droits et taxes d'entrée, les provisions de route et de petites quantités de tabac, cigares et cigarettes, destinées à la consommation personnelle.
- 3. Les combustibles et carburants contenus dans les aux droits et taxes d'ent réservoirs normaux des véhicules importés temporairement, seront également admis en franchise de droits et aux frais des intéressés.

de taxes d'entrée. Chacun des Etats Contractants fixera pour son territoire les limites et les conditions de cette tolérance.

Article 4.

Seront admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes d'entrée, les formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale, expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes ou par les autorités douanières des Etats Contractants, et qui doivent être utilisés par des transporteurs routiers, pour l'admission de leurs véhicules dans d'autres pays.

CHAPITRE II.

Titres d'importation temporaire

Article 5.

- 1. Les titres d'importation temporaire peuvent être valables pour un seul pays ou pour plusieurs pays.
- 2. Chacun des Etats Contractants pourra obtenir des autres Etats Contractants communication du ou des modèles de titres d'importation temporaire valables sur leur territoire et autres que ceux figurant aux annexes de la présente Convention.

Article 6.

- 1. Les titres d'importation temporaire valables pour les territoires de tous les Etats Contractants ou de plusieurs d'entre eux sont désignés sous le nom de « carnets de passages en douane » et seront conformes au modèle type qui figure à l'annexe 1.
- 2. Si le carnet de passages en douane ne doit pas être utilisé dans le territoire d'un ou de plusieurs des Etats Contractants, il pourra être rendu non valable pour ce ou ces territoires par l'association qui le délivre.
- 3. Les titres d'importation temporaire valables exclusivement pour le territoire d'un seul Etat Contractant pourront être conformes à l'annexe 2. Les Etats Contractants auront toute liberté d'utiliser d'autres documents s'ils le désirent.

Article 7.

La durée de validité des titres d'importation temporaire, autres que ceux délivrés par les associations autorisées, conformément à l'article 10, est fixée par chaque Etat Contractant suivant sa réglementation.

Article 8.

- 1. Les véhicules et les objets figurant sur le titre d'importation temporaire doivent être réexportés à l'identique dans le délai de validité de ce titre.
- 2. La preuve de réexportation résultera du visa de sortie apposé régulièrement sur le titre d'importation temporaire par les autorités douanières du pays où les véhicules ont été importés temporairement.

Article 9.

1. Par dérogation à l'obligation de réexportation prévue à l'article précédent, en cas d'accident dûment établi, la réexportation des véhicules gravement endommagés ne sera pas exigée pourvu qu'ils soient, suivant ce que l'autorité douanière exigera, ou bien soumis aux droits et taxes d'entrée, ou bien abandonnés francs de tous frais au Trésor public du pays, ou bien détruits aux frais des intéressés.

2. Lorsqu'un véhicule admis temporairement ne pourra pas être réexporté par suite d'une saisie différant de celles qui sont pratiquées à la requête de particuliers, les délais de validité des titres d'importation temporaire seront suspendus pendant la durée de la saisie.

3. Autant que possible, les autorités douanières notifieront à l'association garante les saisies pratiquées par elles ou à leur requête sur des véhicules placés sous le couvert d'un titre d'importation temporaire garanti par cette association et l'aviseront des mesures qu'elles entendent adopter.

CHAPITRE III.

Facilités accordées aux associations autorisées.

Article 10.

- 1 Sous les garanties et conditions qu'il déterminera, chacun des Etats Contractants pourra habiliter des associations et notamment celles qui sont affiliées à une organisation internationale à délivrer, soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes, les titres d'importation temporaire prévus par la présente Convention.
- 2. La durée de validité de ces titres ne peut pas excéder une année à compter du jour de leur délivrance.

CHAPITRE IV

Conditions d'application de l'admission temporaire.

Article 11

- 1. Les titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées seront établis au nom des entreprises exploitant les véhicules importés temporairement.
- 2. Ces véhicules pourront être conduits par des personnes dûment autorisées par les titulaires.

Article 12.

- 1. Le poids à déclarer sur les titres d'importation temporaire est le poids à vide des véhicules. Il doit être exprimé suivant les unités du système métrique. Lorsqu'il s'agit de titres valables pour un seul pays, les autorités douanières de ce pays pourront prescrire l'emploi d'un autre système.
- 2. La valeur à déclarer sur les titres d'importation temporaire valables pour un seul pays est exprimée dans la monnaie de ce pays. La valeur à déclarer sur un carnet de passages en douane est exprimée dans la monnaie du pays où le titre est délivré.

3. Les objets et l'outillage constituant l'équipement normal des véhicules n'ont pas à être spécialement déclarés sur les titres d'importation temporaire.

- 4. Lorsque les autorités douanières l'exigent, les pièces de rechange telles que pneumatiques et chambres à air, ainsi que les accessoires non considérés comme constituant l'équipement normal des véhicules, tels que appareils de T.S.F et porte-bagages, doivent être déclarés sur les titres d'importation temporaire, avec les indications nécessaires, telles que poids ou valeur, et être représentés à la sortie du pays visité.
- 5. Les remorques feront l'objet de titres d'importation distincts.

Article 13.

Toutes modifications aux indications portées sur les titres d'importation temporaire par l'association émettrice doivent être dûment approuvées par cette association ou par l'association garante. Aucune modification n'est permise après prise en charge des titres par la douane du pays d'importation sans l'assentiment de cette douane.

Article 14.

Est admise temporairement en franchise, à charge de réexportation, l'importation à titre privé de pièces détachées destinées à la réparation des véhicules importés temporairement sur le territoire de l'un des Etats Contractants, en application de la présente Convention.

Article 15.

Les pièces remplacées seront passibles de droits et taxes d'entrée si elles ne sont pas réexportées à moins que, conformément à la réglementation du pays intéressé, elles ne soient abandonnées franches de tous frais au Trésor public ou bien détruites aux frais des importateurs.

CHAPITRE V

Prolongation de validité et renouvellement des titres d'importation temporaire.

Article 16.

Il sera passé outre au défaut de constatation de la réexportation dans les délais impartis des véhicules importés temporairement, lorsque ceux-ci seront présentés dans les huit jours de l'échéance des titres et qu'il sera donné des explications satisfaisantes pour justifier ce retard.

Article 17.

- 1. Les demandes de prolongation de validité des titres d'importation temporaire doivent, sauf impossibilité résultant d'un cas de force majeure, être présentées aux autorités douanières compétentes avant l'échéance de ces titres.
- 2. Les délais nécessaires pour la réexportation des véhicules importés temporairement seront accordés lorsque les importateurs pourront établir à la satisfaction des autorités douanières intéressées qu'un cas de force majeure les empêche de réexporter lesdits véhicules dans le délai imparti.

Article 18.

En ce qui concerne les carnets de passages en douane, les Etats Contractants reconnaissent comme valables pour leur territoire les prolongations de validité délivrées par l'un quelconque d'entre eux, dans les conditions que leurs autorités douanières auront arrêtées d'un commun accord.

Article 19.

Chacun des Etats Contractants autorisera, moyennant telles mesures de contrôle qu'il jugera devoir fixer, le renouvellement des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées et afférents à des véhicules importés temporairement sur son territoire, sauf dans le cas où des conditions d'admission

temporaire ne se trouveraient plus réalisées. La demande de renouvellement sera présentée par l'association garante.

CHAPITRE VI.

Visas des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées

Article 20.

Les bénéficiaires de l'admission temporaire auront le droit d'importer autant de fois que de besoin, pendant la durée de validité des titres d'importation temporaire, les véhicules repris sur ces titres, sous la réserve de faire constater chaque passage (entrée et sortie) par un visa des agents des douanes intéressées, si l'autorité douanière l'exige. Toutefois, il peut être émis des titres valables pour un seul voyage.

Article 21.

Lorsqu'il sera fait usage de titres d'importation temporaire ne comportant pas de volets détachables à chaque passage, les visas apposés par les agents des douanes entre la première entrée et la dernière sortie ont un caractère provisoire. Les visas provisoires donnés à la sortie pourront, néanmoins, sous les conditions fixées dans chaque pays, être admis pendant la durée de leur validité comme justification de la réexportation des véhicules importés temporairement.

Article 22.

Lorsqu'il est fait usage de titres d'importation temporaire comportant des volets détachables à chaque passage, chaque entrée et chaque sortie ont un caractère définitif.

Article 23.

Lorsque les autorités douanières d'un pays ont déchargé définitivement et sans réserve un titre d'importation temporaire, elles ne peuvent plus réclamer à l'association garante le paiement des droits et taxes d'entrée sur le véhicule, à moins que le certificat de décharge n'ait été obtenu abusivement.

Article 24.

Les visas des titres d'importation temporaire, utilisés dans les conditions prévues à la présente Convention, ne donnent pas lieu au paiement d'indemnités pour le service des douanes pendant les heures d'ouverture des bureaux ou postes de douanes.

CHAPITRE VII.

Régularisation des titres d'importation temporaire délivrés par les associations autorisées

Article 25.

1 Si l'autorité douanière l'autorise, il pourra être passé outre au défaut de certificat de décharge des titres d'importation temporaire détruits, perdus ou volés, au vu d'un certificat délivré soit par l'autorité consulaire du pays intéressé, soit par une autorité douanière ou de police, constatant que les véhicules décrits sur ces titres leur ont été présentés et se trouvent hors du pays d'importation postérieurement à la date d'échéance de ces titres.

- 2. Les titres non déchargés pourront également être régularisés avant ou après leur péremption, avec l'accord de l'autorité douanière et à condition d'être produits à celle-ci accompagnés d'un certificat délivré par l'une des autorités compétentes précitées ou de telle autre justification qui sera exigée, constatant que les véhicules se trouvent hors du pays d'importation. Toutefois, s'il s'agit d'un titre non périmé, lesdits certificat et justification ne pourront être acceptés qu'après le dépôt préalable du titre à l'autorité douanière. Lorsqu'un véhicule a été volé après avoir été réexporté du pays d'importation, sans que la sortie ait été regulièrement constatée sur le titre d'importation temporaire, ce titre pourra être régularisé à condition que l'association garante le présente et fournisse la preuve du vol. Si le titre n'est pas périmé, son dépôt pourra être exigé par l'autorité douanière.
- 3. Un modèle-type du certificat susvisé figure à l'annexe 3.

Article 26.

Sous les conditions fixées par l'autorité douanière de chaque pays, il pourra également être passé outre au défaut de certificat de décharge des titres périmés d'importation temporaire sans volets détachables lorsque le dernier visa provisoire apposé sur ces titres sera un visa de sortie.

Article 27

Lorsqu'un visa de sortie d'un pays aura été omis, ou irrégulièrement apposé sur un carnet de passage en douane, il pourra être tenu compte, pour la décharge de ce carnet, des visas de passages inscrits par les autorités douanières des pays ultérieurement visités.

Article 28.

Lorsque des prohibitions et restrictions d'importation ou d'autres mesures ne s'y opposent pas, la décharge des engagements souscrits pourra être exceptionnellement autorisée moyennant le paiement des droits et taxes d'entrée applicables aux véhicules importés temporairement.

Article 29.

Dans les cas visés aux articles 25, 26, 27, et 28 de la présente Convention, chaque autorité douanière se réserve la faculté de percevoir un droit de régularisation et un intérêt de retard.

Article 30.

Les autorités douanières ne seront pas fondées à réclamer aux associations garantes le paiement des droits et taxes d'entrée afférents aux véhicules importés temporairement, lorsque la non-décharge des titres d'importation temporaire n'aura pas été notifiée à ces associations dans le délai de six mois à compter de la date d'expiration de la validité de ces titres.

Article 31.

- 1. Les associations garantes auront un délai de six mois à compter de la notification de la non-décharge des titres d'importation temporaire, pour fournir la preuve de la réexportation des véhicules dans les conditions prévues à la présente Convention.
- 2. Si cette preuve n'est pas fournie dans les délais prescrits, les associations garantes consigneront ou ver-

seront à titre provisoire les droits et taxes d'entrée exigibles. Cette consignation ou ce versement devient définitif après un délai de six mois à compter de la date de la consignation ou du versement provisoire. Pendant ce dernier délai, les associations garantes pourront encore, en vue de la restitution des sommes consignées ou versées bénéficier des facilités prévues au paragraphe 1 du présent article.

3. En cas de non-décharge d'un titre d'importation temporaire, l'association garante ne pourra être tenue de verser une somme supérieure au montant des droits et taxes d'entrée applicables au véhicule non réexporté, augmenté éventuellement de l'intérêt de retard.

Article 32.

Aucune des dispositions de la présente Convention ne fera obstacle au droit des autorités douanières de poursuivre, à l'encontre des titulaires de titres d'importation temporaire, le recouvrement des droits et taxes d'entrée ainsi que des pénalités qu'ils auraient encourues en cas de fraude, de contravention ou d'abus. Dans ce cas, les associations garantes devront prêter leur concours aux autorités douanières.

CHAPITRE VIII. Dispositions diverses

Article 33.

Pour l'accomplissement des formalités prévues par la présente Convention, les Etats Contractants s'efforceront d'ouvrir pendant les mêmes heures les bureaux et postes de douane correspondants sur une même route internationale.

Article 34.

Les Etats Contractants s'efforceront de ne pas instituer des mesures d'ordre douanier qui pourraient avoir pour effet d'entraver le développement des transports internationaux par la route.

Article 35.

Toute infraction aux dispositions de la présente Convention, toute substitution, fausse déclaration ou manœuvre ayant pour effet de faire bénéficier indûment une personne, un véhicule ou un objet du régime d'importation prévu par cette Convention, tout emploi d'un véhicule ou d'un objet ainsi importé à un usage autre que celui prévu ou par une personne ne remplissant pas les conditions voulues pour bénéficier du régime d'importation susvisé, pourra exposer le contrevenant aux sanctions prévues par la législation du pays où l'infraction à été commise.

CHAPITRE IX. Disposition finale

Article 36.

Aucune disposition de la présente Convention ne doit être interprétée comme portant atteinte au droit de chaque Etat Contractant d'interdire aux véhicules placés sous le régime de l'importation temporaire de prendre, même occasionnellement, des voyageurs ou des prévues par cet article se trouveront remplies.

marchandises en un point situé à l'intérieur des frontières de son territoire pour les transporter en un autre point situé à l'intérieur des mêmes frontières.

PROTOCOLE DE SIGNATURE

Au moment de procéder à la signature de la Convention portant la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés font les déclarations suivantes:

Les dispositions de cette Convention déterminent des facilités minima. Il n'est pas dans l'intention des Etats Contractants de restreindre les facilités plus grandes que certains d'entre eux accordent ou accorderaient en matière de transports internationaux par la route. Elles ne mettent pas obstacle à l'application des dispositions nationales ou conventionnelles concernant la réglementation des transports routiers.

Les Etats Contractants se réservent le droit de consentir les mêmes avantages aux entreprises dont le siège d'exploitation est situé sur le territoire des Etats non Contractants.

Les autorités douanières des Etats Contractants se réservent le droit de prendre toutes mesures de contrôle appropriées pour empêcher les fraudes, contraventions ou abus qui pourraient être commis grâce aux facilités prévues par cette Convention.

Les Etats Contractants reconnaissent que la bonne exécution de cette Convention requiert l'octroi de facilités aux associations autorisées en ce qui concerne:

- a) le transfert des devises nécessaires au réglement des droits et taxes d'entrée réclamés par les autorités douanières d'un des Etats Contractants pour non-décharge des titres d'importation temporaire prévus par la Convention;
- b) le transfert des devises lorsqu'il y a restitution de droits ou taxes d'entrée en conformité des dispositions de l'article 31 de la Convention; et
- c) l'octroi de toutes licences d'importation et d'exportation voulues et le transfert des devises néces saires au paiement des formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale, expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes.

Ad article 2, paragraphe 1

Il est entendu que l'admission en franchise n'exclut pas de faibles perceptions ayant le caractère d'un droit de statistique.

Ad article 20.

Les autorités douanières des Etats Contractants s'efforceront de généraliser l'emploi, pour les visas des titres d'importation temporaire, de composteurs dateurs, marquant la date du passage et le nom du bureau de douane où le passage est constaté.

Ad article 31

Pour les pays dont la réglementation ne comporte pas le régime de la consignation ou du versement provisoire des droits et taxes d'entrée, les perceptions qui seraient faites dans le cadre de l'article 31 auront un caractère définitif, étant entendu que les sommes percues pourront être remboursées lorsque les conditions

(recto de la feuille de couverture) (Organisation internationale)

ANNEXE I

Carnet de passages en douane

Toutes les mentions imprimées du carnet de passages en douane sont rédi-

gées en français.

Les dimensions sont de 22×27 cm.

L'Association qui délivre le carnet doit faire figurer son nom sur chacun des volets et faire suivre le nom des initiales de l'organisation internationale à laquelle elle est affiliée.

(Page 2 de la couverture)

		SIGNALEMENT DU VEHICULE	PROLONGATION	EVENTUELLE
7	Automobile à	combustion interne, électrique, à vapeur; (Rayer les mots inutiles)		
8	, ,	autobus, camion, camionnette, tracteur, motocycle avec ou sans		
9	Immatriculé er	sous le No		
10	on A :	(Marque	1	
11	Chassis	Numéro		
12		/ Магque		
13	7.0	Numéro		
14	Moteur	Nombre de cylindres		
15		Force en chevaux		
16		Type ou forme		
17		Marque		
18	Carrosserie	Couleur		
19		Garniture intérieure		
20		Nombre de places ou charge utile		
21	Année de const	ruction		
22	Pneumatiques d	le rechange		
23	Divers	-		
24				
26			!	
26				
27	Poids net du v	éhicule		
28	Tratama da asta:	(En lettres et en chiffres)		
20	<i>Valeur</i> du v é hi	(En lettres et en chiffres)		
29		Délivré à	, le	19
	règlements de dans chaque pa signée. A l'exp	le titulaire de réexporter le véhicule dans le délai de validité importation temporaire des véhicules à moteur dans sur l'importation temporaire des véhicules à moteur dans sur l'adeque de l'Association agréée, affiliée iration, le carnet doit être retourné à l'Association qui l'a délivré.	ns les pays visités, à l'Association inte	sous la garantie, ernationale sous-
31	Signature du T	itulaire Signature du Secrétaire du Bureau Central de	Signature du L	Délégué de l'Asso.

Renseignements requis à des fins autres que les formalités douanières pour (1) les automobiles affectées au transport des marchandises et dont le poids maximum autorisé excède 3.500 kg. et (2) les automobiles servant au transport des personnes et comportant, outre le siège du conducteur, plus de 8 places assises.

l'Alliance Internationale de Tourisme et de la

Fédération Internationale de l'Automobile

ciation qui délivre le carnet

- 32 Largeur du véhicule
- 33 Hauteur du véhicule
- 34 Poids maximum autorisé du véhicule
- 35 Poids maximum autorisé sur l'essieu le plus chargé (poids en lettres et en chiffres)

SOUCHE	1 VOLET DE SORTE	1 VOLET D'ENTREE
2 L'entrée en	Du Carne en Douar	
3 du véhicule décrit dans le carnet 4 5 a eu lieu le	3 Valable fusqu'au 4 Délivré par 5 Titulaire 6 Résidence principale ou siège d'exploitation (en lettres majuscules)	3 Valable jusqu'au 4 Délivré par 5 Titulaire 6 Résidence principale ou siège d'exploitation (en lettres majuscules)
6 par le bureau de douane de 7 Sionature de l'agent de la douane et	_	
	Genre (vorcure, teur, motocycle teur auxiliaire Immatriculé es Châssis	Genre (vonture, autonome tracteur, motocycle aveo moteur auxiliaire) Immatriculé en Châssie
	12 Marque. 13 Moteur. Nombre de cylindres 15 Force en obevaux	12
Non valable pour	Type ou forme Couleur Rarnosserie Garniture intérieure Nombre de places ou charge utile Marque. Marque. Marque. Marque.	16 Marque 18 Carrosserie Couleur 19 Onuleur 19 Nombre de places ou charge utile 20 Nombre de places ou charge utile 22 Nombre de places ou charge utile 23 Pannationes de recharge
9 La sortie de	Divers Poids net	23 Divers 24 25 26 27 Poids net du véhicule. 28 Valeur du véhicule
10 a eu lieu le 11 par le bureau de douane de	29 La sortie de 30 a eu lieu le 31 par le bureau de . 32 où le présent volet a été inscrit sous le N° . 33 Signature de l'agent de la douane et 34 timbre du bureau de douane	 29 L'entrée en 30 a eu lieu le 31 par le bureau de. 32 où le présent volet a été inscrit sous le N° 33 Signature de l'agent de la douane et 34 timbre du bureau de douane.
12 Signature de l'agent de la douane et 13 timbre du bureau de douane		
	35 A retourner au dureau de douane 36 où le carnet a été pris en charge sous le N°	$35\ N.\ B.$ - Le bureau de douane d'entrée ne doit pas omettre de $36\ { m remplir}$ le volet de sortie ci-contre aux lignes $34\ { m et}$ $35.$
L'ASSOCIATION QUI A DÉI	L'association qui a délivré le présent carnet fournit les renseignements suivants aux usagers	SUIVANTS AUX USAGEBS

Triptyque

¢3

ANNEXE

Toutes les mentions imprimées du triptyque sont rédigées dans la langue nationale du pays d'importation; elles peuvent l'être en outre, en une autre langue. Les dimensions sont de 13×29,5 cm.

		3. Volet d conserver par le titulaire
TRIPTYQUE No TRIPORTATION temporation temporation temporation temporation temporation and vehicule decrit ci-dessous.	TRIPTYQUE N° ———————————————————————————————————	TRIFITQUE No Pour l'importation temporaire en du véhicule décrit ci-dessous.
Totable jusqu'au Garant par Delivé par Titulaire Résidence principale ou siège d'exploitation Pour une Arromonelle à combustion interno, électri- que, à vapeur, une Remoncour; Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Genre (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Genre voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Genre voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Genre voiture, autobus, camion, camionnette, trac- Rayer Marque Chassis Marque Marque Marque Moteur Moteur Moteur Type ou forme Marque Couleur Garnture de places ou charge utile Nombre de places ou charge utile Pheumatiques de rechange	Valable jusqu'au Garanti par Délivé par Titulaire Récidence principale ou siège d'exploitation Pour une AUTOMOBILE: à combustion interne, électri- que, à vapleur; une REMORQUE; Gene, (voiture, autobus, camion, camionnette, trao- teur, mutocycle aveo ou saus sidecar, cycle (aveo) Immatriculé en Marque Numéro Nobasis Numéro Nombre de cylindres Force en chevaux Type ou forme Marque Carrosserie. Garniture intérieure Nombre de places ou charge utile Pneumatiques de rechange	Taleable jusqu'au Garianti par Délivté par Titulaire Résidence principale ou siège d'exploitation ou siège d'exploitation ou siège d'exploitation que, à rapeur; une REMORQUE: Genre, (voiture, autobus, camion, camionnette, trac- teur, motocycle avec ou saus sidecar, cycle (avec moteur auxilialre) Immatricule en Marque Numéro. Châssis Moteur Moteur Marque Carrosserie. Garniture intérieure Nombre de places ou charge utile Numéro en chevaux Type ou forme Marque Couleur Carniture intérieure Nombre de places ou charge utile Nombre de places ou charge utile Presumatiques de rechange
Poids net du véhicule. (en lettres et en chiffres) (An lettres et en chiffres) (An adhicule est admis à l'impossetion à charge at en chiffres)	Poids net du véhicule . (en lettres et en chiffres) Valeur du véhicule . (en lettres et en chiffres)	Poids net du véhicule (en lettres et en chiffres) Valeur du véhicule (en lettres et en chiffres)
do le réexporter au plus tard à la date mentionnée ci-desus et de se conformer aux lois et réglements de douane sur l'importation tous conformer aux lois et réglements de douane sur l'importation tous la garantie de s'éhicules à moteur dans le pays visité, sous la garantie de vertu d'un engagement que cette association a pris envers le simple d'un engagement que cette association a pris envers le signature du Secrétaire de l'association garante Signature du titulaire.	Le véhicule décrit ci-dessus a été importé en ol douane de la présent voiet a été pris en charge au registre spécial sous le N° Signature du titulaire de la douane de l'ayent de la douane Timbre du bureau de la douane	Le véhicule décrit ci-dessus a été importé en 19 par le bureau de douane de ob le présent voiet a été pris en charge au registre spécial sous le N° Signature de l'agent de la douane. Timbre de bureau de la douane.
	Ne pas ometire de remplir de même la partie correspondante des volets Nee 1 et 3.	Ne pas omettre de remplir de même la partie correspondante des volcts Nº 1 et 2
le décrit ci-dessus a été 19., par le bures sont volet a été pris en ecial sous le N° du thuluire de l'agent de la douane bureau de la douane contre de remplir de	Le véhicule a été définitivement réexporté de	Le véhicule a été définitivement réexporté de . Signature de l'agent de la douane Timbre du bureau de la douane
Iayon is partie correspondante des voiets	Ne pas ometre de rempir de la meme laçon la partie correspondante du volet N° 3	We pas ometate the rempire the including partie correspondants of volet N° 2.
Ce voiet doit être détaché et conservé par le bureau de douane d'entrée.	Ce volet doit être détaché et conservé par le bureau de douane de sortie pour être renvoyé au bureau de douane de première entrée.	Co volet doit être conservé par le titulaire après avoir été timbré et signé par les autorités douanières au moment (1) de la première entrée en et (2) de la réexportation définitive de et doit être retourné à; (association qui a délivré le document au titulaire).

(Verso du volet Nº 2)

ANNEXE 3

Certificat pour la régularisation des titres d'importation temporaire non déchargés ou perdus	(Ce certificat doit être rempli soit par une autorité consulaire du pays où le titre d'importation temporaire aurait dû être déchargé, soit par les services douaniers ou par la police du pays où le vébicule a été présenté)	(Nom du pays)	L'autorité soussignée certifie que ce four 19 (préciser la date) un véhíonle a été mésenté à	(nom, pricule répondait aux caractéristique tourisme, autobus, etc.)	Châssis { Marque.	Moteur Marque Nombre de cylindres Force en chevaux	(Type ou forme Marque Carrosserie Conleur Garniture intérieure. Nombre de nlaces ou charge utile	de construction atiques de rech	DIVORS (Cat. examen a cité effectué sur noéseutation des titues difen-	Formules & 180 formule The	passage en douane ou du triptyque, nom de l'organisme qui l'a délivré) Il n'a été présenté aucun titre d'importation temperaire	Fait &	Cachet Signature (s) qualité du (des) signataire (s)
Visas de Passages	Date: timbre du bureau de douane: signature de l'agent de la douane												
	Nom du bureau de douane	Sortie	Entræe	Sorte	Entrée	Sortie	Entrés	Sorte	Entrée	Sortie	Битайв	Sortie	Entrés

Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route

animés du désir de faciliter le transport international des marchandises par la route en réduisant les formalités douanières requises aux frontières, ont décidé de conclure une convention à cet effet et ont désigné pour leurs plénipotentiaires

qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes:

CHAPITRE I. Définitions

Article premier

Aux tins de la présente Convention, on entend:

- a) par « bureau de douane de départ », le bureau de douane intérieur ou frontière de l'Etat Contractant où le transport international des marchandises par la route prend naissance;
- b) par « bureau de douane de destination », le bureau de douane intérieur ou frontière de l'Etat Contractant où le transport international des marchandises par la route prend fin;
- c) par « bureau de douane de passage », le bureau de douane frontière par lesquels les véhicules ne font que passer au cours du transport international;
- d) par « transporteur », la personne physique ou morale responsable du transport international vis-à-vis de la douane et au nom de laquelle est établi le carnet T.I.R.;
- e) par « véhicule », tout camion automobile ou remorque utilisé pour le transport international des marchandises par la route;
- f) par « droits et taxes d'entrée ou de sortie », non seulement les droits de douane, mais aussi tous droits et taxes quelconques exigibles du fait de l'importation ou de l'exportation, à l'exception des droits de visite sanitaire éventuellement exigibles et des perceptions ayant le caractère d'un droit de statistique.

CHAPITRE II. Modalités d'application

Article 2

La présente Convention s'applique aux transports internationaux de marchandises par la route, s'effectuant conformément à ses dispositions, sans rupture de charge à travers une ou plusieurs frontières depuis un bureau de douane de départ d'un Etat Contractant jusqu'à un bureau de douane de destination d'un autre Etat Contractant ou du même Etat.

Article 3

Hors le cas de soupçon d'abus et sous réserve des conditions et formalités déterminées aux articles suivants, les marchandises transportées par la route dans des véhicules ou containers scellés ne seront pas soumises à la visite par la douane aux bureaux de passage et le paiement ou le versement des droits et taxes d'entrée ou de sortie ne sera pas exigé à ces bureaux.

Article 4

Pour bénéficier des dispositions de la présente Convention, les transporteurs doivent:

- a) se conformer aux lois et règlements de douane de leur pays et des pays empruntés;
- b) utiliser des véhicules ou containers préalablement agrées dans les conditions indiquées au Chapitre III
- c) avoir reçu la garantie d'une caution agréée par les autorités douanières de leur pays.

Article 5

- 1. Sous les garanties et conditions qu'il déterminera, chaque Etat Contractant pourra habiliter des associations, et notamment celles qui sont affiliées à une organisation internationale, à delivrer, soit directement, soit par l'intermédiaire d'associations correspondantes, les carnets T.I.R., prévus à la présente Convention.
- 2. L'agrément de la caution sera subordonné notamment à la condition que la garantie qu'elle donne aux autorités douanières de son pays s'applique aux responsabilités encourues dans ce pays en vertu des engagements souscrits par tous les transporteurs qui effectuent des transports de marchandises dans les conditions prévues à la présente Convention.

Article 6

La caution devra s'engager, solidairement et conjointement avec le transporteur, à acquitter, à première réquisition, les droits et taxes d'entrée ou de sortie reconnus exigibles, majorés, s'il y a lieu, des intérêts de retard, ainsi que les pénalités pécuniaires qui pourraient être appliquées en vertu des lois et règlements de douane du pays dans lequel une infraction aura été commise.

Article 7

- 1. Le transport s'effectuera sous le couvert d'un document spécial dénommé « carnet T.I.R. », conforme au modèle qui figure à l'annexe 1 à la présente Convention et soumis aux règles prescrites pour son utilisation par ladite annexe.
- 2. Ce document doit être établi par véhicule ou container. Il est valable pour un seul voyage et comporte autant de feuillets détachables de prise en charge et de décharge qu'il y a de pays empruntés.

Article 8

- 1 Au bureau de départ, le chargement est présenté aux autorités douanières, aux fins de vérification et de scellement, en même temps que le ou les carnets T.I.R.
- 2. A chaque bureau de passage ainsi qu'au bureau de destination, le véhicule ou container est présenté aux autorités douanières avec le carnet T.I.R. afférent au chargement aux fins d'accomplissement des formalités de douane.

Article 9

Hors le cas de soupçon d'abus, les autorités douanières des bureaux de passage de chacun des Etats Contractants respecteront les scellements apposés par les autorités douanières des autres Etats Contractants tout en se réservant le droit d'ajouter à ceux-ci leur propre scellement.

Article 10

L'itinéraire à suivre par le véhicule devra être agréé, nour chaque pays emprunté, par le bureau de douane de départ ou de passage à l'entrée qui fixera un délai raisonnable pour le parcours.

Article 11

Chaque Etat Contractant pourra, s'il le juge utile:

a) faire escorter, en totalité ou en partie, sur son territoire et aux frais des transporteurs, les véhicules effectuant des transports internationaux de marchandises par la route:

b) faire procéder, en cours de route, à des contrôles des véhicules et de leurs chargements. Les conducteurs devront répondre aux injonctions qui leur seront adressées à cet effet et présenter aux autorités de contrôle le carnet T.I.R., le ou les certificats d'agrément ainsi que tous autres documents relatifs au transport.

Article 12

En cas de rupture de scellement en cours de route, la procédure prévue aux règles prescrites à l'annexe 1 à la présente Convention pour l'utilisation du carnet T.I.R. sera suivie.

Article 13

- 1. Le transporteur et la caution se trouvent libérés de leurs engagements à l'égard des autorités douanières de chaque pays emprunté lorsque les marchandises transportées sont régulièrement sorties de ce pays ou qu'elles y ont été prises en charge par les autorités douanières sans qu'aucune irrégularité n'ait été constatée.
- 2. Lorsque des marchandises ont péri par force majeure et que la preuve de la perte est fournie à la satisfaction des autorités douanières, le transporteur et la caution pourront être dispensés du paiement des droits, taxes et pénalités légalement exigibles.

Article 14

- 1. Chaque Etat Contractant se réserve le droit d'exclure, temporairement ou à titre définitif, du bénéfice des dispositions de la présente Convention, tout transporteur coupable d'abus graves commis en matière de transport international de marchandises par la route ou responsable de tels abus du fait de ses préposés.
- 2. Cette exclusion sera immédiatement notifiée aux autorités douanières de l'Etat auquel ressortit le transporteur, ainsi qu'à la caution du pays dans lequel les abus auront été commis.

CHAPITRE III Dispositions particulières

Article 15.

Seront admis au bénéfice de la franchise des droits et taxes d'entrée, les formulaires de carnets TI.R. expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes ou par les autorités douanières des Etats Contractants, en vue de leur utilisation par les transporteurs conformément aux dispositions de la présente Convention.

Article 16.

1. Les conditions de construction et d'aménagement auxquelles les véhicules et les containers doivent répondre pour être agréés sont déterminées à l'annexe 2.

2. L'agrément d'un véhicule est accordé par les autorités compétentes de l'Etat où il est immatriculé; l'agrément d'un container est accordé par les autorités compétentes de l'Etat où il doit être utilisé pour la première fois pour le transport international de marchandises par la route. L'agrément est valable pour l'ensemble des Etats Contractants.

- 3. Toute décision d'agrément donne lieu à la délivrance pour chaque véhicule ou container d'un certificat conforme au modèle qui figure à l'annexe 3 à la présente Convention, énonçant la date et le numéro de cette décision ainsi que les caractéristiques du véhicule ou du container auquel il s'applique. Ce certificat, qui doit accompagner le véhicule ou container, devra être présenté à toute réquisition des autorités de chaque Etat Contractant.
- 4. Les véhicules ou containers devront être présentés tous les deux ans aux autorités visées au paragraphe 2 du présent article, aux fins de vérification et de reconduction éventuelle de l'agrément.
- 5. L'agrément devient cauuc lorsque les caractéristiques du véhicule ou du container ont été modifiées.

Article 17.

Lorsqu'ils effectuent un transport international de marchandises par la route, conformément aux dispositions de la présente Convention, les véhicules isolés ou les trains routiers doivent comporter à l'avant et à l'arrière une plaque rectangulaire portant l'inscription T.I.R., dont les dimensions et les couleurs sont déterminées à l'annexe 4. Cette plaque, amovible, doit être fixée à l'aide d'un système en permettant le scellement par les autorités douanières.

Article 18.

- 1. Chaque Etat Contractant fixera, en accord avec les pays limitrophes, la liste des points de franchissement de ses frontières ainsi que les bureaux de douane frontière ouverts au transport international des marchandises par la route.
- 2. Chaque Etat Contractant portera à la connaissance des autres Etats Contractants la liste visée au paragraphe 1 du présent article, ainsi que celle des bureaux de douane intérieurs qu'il jugera utile d'ouvrir au transport international des marchandises par la route.

Article 19.

Chaque Etat Contractant pourra percevoir ou autoriser la perception de redevances justes et raisonnables en rémunération de services rendus.

Article 20.

- 1. Pour l'application de la présente Convention, chaque Etat Contractant s'engage à ne faire aucune discrimination fondée sur la nationalité du transporteur, sur le lieu d'immatriculation du véhicule ou sur la nationalité de son propriétaire.
- 2. En ce qui concerne les marchandises transportées dans les conditions prévues à la présente Convention, les Etats Contractants s'engagent à ne pas appliquer d'autres prohibitions que celles qui sont prévues à titre général par leur législation.

PROTOCOLE

Au moment de procéder à la signature de la présente Convention, les Etats Contractants font la déclaration suivante:

- 1. Les dispositions de la présente Convention ne mettent pas obstacle à l'application des dispositions nationales ou conventionnelles concernant la réglementation des transports routiers.
- 2. Les Etats Contractants s'efforceront de faire coïncider les heures d'ouverture de leurs bureaux de douane correspondants et de doter dans toute la mesure du

possible ces derniers du personnel, du matériel et des locaux suffisants pour assurer toute la régularité et la rapidité désirables dans l'exécution des opérations de douane. L'établissement des bureaux frontière de douane d'Etats limitrophes en un même endroit et, si la ehose est réalisable, dans le même bâtiment, devra être autant que possible, généralisé.

- 3. Dans toute la mesure du possible, les Etats Contractants:
- a) faciliteront le dédouanement des denrées périssables en dehors des jours ouvrables et des heures d'ouverture des bureaux de douane;
- b) autoriseront, dans le cadre de leur législation, le passage à la frontière, le chargement et le déchargement des véhicules, en dehors des jours ouvrables et des heures d'ouverture des bureaux de douane.
- 4. Il est entendu que les Etats Contractants prendront toutes dispositions utiles pour unifier, dans toute la mesure du possible, leurs règlements et procédures relatifs au transport international des marchandises par la route et réduire au minimum les formalités douanières requises aux frontières.
- 5. Les Etats Contractants reconnaissent que la bonne exécution de cette Convention requiert l'octroi de facilités aux associations autorisées en ce qui concerne:
- a) le transfert des devises nécessaires au règlement des droits et taxes d'entrée, ainsi que de toutes pénalités pécuniaires, réclamés par les autorités douanières d'un des Etats Contractants pour non-décharge des carnets T.I.R. prévus par la Convention; et
- b) l'octroi de toutes licences d'importation et d'exportation voulues et le transfert des devises nécessaires au paiement des formulaires d'importation temporaire ou de circulation internationale, expédiés aux associations autorisées par leurs associations ou fédérations correspondantes.

Ad article 6.

d'abus, le bureau de départ ou de passage à l'entrée d'ouverture des bureaux.

n'aura par reçu du bureau de destination ou de passage à la sortie le volet établissant que les engagements souscrits par le transporteur ont été remplis, un délai raisonnable pourra être accordé à la caution afin de lui permettre de justifier de l'exécution régulière de ces engagements.

2. Lorsqu'un visa de sortie aura été omis ou irrégulièrement apposé sur un carnet, il pourra être tenu compte, pour la décharge de ce document des visas de passage apposés ultérieurement par les autorités douanières des autres pays visités.

Ad article 11.

Il est entendu que les escortes et contrôles en cours de route prévus par cet article devront être exceptionnels et justifiés par des circonstances particulières.

Ad article 12.

Les autorités douanières de chaque Etat Contractant tiendront le plus grand compte des dispositions visées à cet article pour le règlement des litiges pouvant résulter des accidents survenus en cours de route.

Ad article 14.

Le présent article ne pourra pas être interprété comme mettant obstacle à l'application par chaque Etat Contractant de sa législation répressive tant à l'égard des transporteurs que des conducteurs de véhicules.

Ad article 18.

Les Etats Contractants s'efforceront d'ouvrir le plus grand nombre possible de bureaux de douane au transport international de marchandises par la route.

Ad article 19.

Les redevances mentionnées à cet article visent la rémunération de services rendus, tels que l'utilisation de locaux ou d'appareils, ainsi que les frais de personnel 1. Dans le cas où, en l'absence de tout soupçon pour les opérations effectuées en dehors des heures

Modèle du carnet T.I.R.

ANNEXE

d'émission et en français, à l'exception des règles relatives à Le carnet T.I.R. est imprimé dans la langue du pays l'utilisation du carnet, lesquelles sont imprimées exclusivement dans la langue du pays d'émission. 13

FEDERATION INTERNATIONALE DE

(Page 2 de la couverture)

CARNET T.I.R.

(Transport international de marchandises par la route)

ŝ

(nom du transporteur) (nom de la caution) inclus Valable jusqu'au. Délivré par . ش

Siège de l'exploitation

Ce carnet peut être utilisé dans les pays suivants, sous la garantie des associations ci-après: DANEMARK BELGIQUE AUTRICHE Valable pour un transport de (Bureau à (Bureau de douane et pays de dede douane et pays de départ) stination)

Document douanier afférent au véhicule

ete

å

Certificat d'agrément du véhicule ou container

duå Valeur totale des marchandises telle qu'elle figure au manifeste. Signature du Secrètaire de l'organisation internationale et cachet de cette organisation.

., fondé de ., déclare qu'il chandises détaillées sur le manifeste ci-inclus, que je m'engage, avec la garantie a été chargé sur le véhicule et pour la destination indiqués au recto, les marde la caution, sous les peines edictées par les lois et règlements en vigueur dans même temps que le présent carnet, dans le délai qui me sera fixé, aux bureaux de douane de passage et de destination, après avoir suivi l'itinéraire qui me les pays empruntés, à représenter intégralement, sous scellements intacts, en (nom et siège de l'exploitation du transporteur) Je, soussigné sera désigné. pouvoir de

Je m'engage, en outre, avec ma caution, à me conformer aux lois et règlements douaniers des pays empruntés.

Þ

(signature et cachet) Le transporteur

(signature et cachet) La caution

MANIFESTE DES MARCHANDISES

Nombre des	Espèce colis	Marques et Nºs des colis	Nature et e des marcha		Polds brut	Poids net, quantité etc.	Valeur	Pays d'orig	ine
A-m246 I		ifanta À				di li danti de Le Dou			
Arrêté le présent manifeste à colis Signature de l'Agent de la Douane et timbre du de Douane de première prise en charge. Je certifie que les indications portées ci-dessus sont exactes et complètes. (Bureau de douane de départ)									
A		., le Transporteur ature et cachet)				Le Bureau de douane son timbre et sa signa de tous les feuillets du	ture au b	as du manifes	
qu'au . a route) (nom d'exploitat	pour un transport en provenance de (pays de départ) Bureau de douane de départ: Bureau de douane de passein de douane de dou	Document douanier affèrent au véhicule. Certificat d'agrément du véhicule/container N° du	CERTIFICAT de prise en charge au bureau de départ ou au bureau de passage à l'entrée Enregistré le présent feuillet au bureau de douane de sous le N° Délai du transport	Itinéraire proposé Itinéraire fixé par la douane		Signature de l'Agent de la Douane et timbre du Bureau de Douane.		Nota - Le Bureau de douane de départ ou de passage à l'entrée doit reproduire les Indications de ce certificat sur le feuillet pair suivant.	CE FEUILLET DOIT ÉTRE DÉTACHÉ ET CONSERVÉ PAR LE BUREAU DE DOUANE DE DÉPART OU DE PASSAGE A L'ENTRÉE SELON LE CAS.
			Pris en charge le sous le N° par le bureau de	Scellements annowes.	Scellements reconnus;	A , 16 Signature de l'Agent de la Douane et timbre du Bureau de Douane			CE I

MANIFESTE DES MARCHANDISES

Nombre Espèce des colis	Marqı et Nºs de	I .			espèce iandises	F	oids b	rut	Poids net quantité e		Valeur	Pays	d'origin
•	toutes lett			olis					'Agent de l première p			nbre du	Bureau
Je certifie que les in exactes et complètes.	idications r	oortées ci	i-dessus so	ont				(I	Bureau de o	douane	de dépa	rt)	
inclus de la caution) exploitation est in transporteur) ays de défant) de destination) g	., le	ur	employés des Doua- certifions que le ra mentionné ci-des- résenté en bon état,	: +3 · s ·	l'étranger; ons constaté qu'il cols ainsi qu'il est manifeste el-contre.	des infractions	2 2 .	ence, il a été donné engagements souscrits,	réserves ci-dessus)	de la Douane et u de Douane			DESTINATION, SELON
de jusqu'au des par la rou reur) dont le (ad	le. itainer	CERTIFICAT de bureau de passage destination	Nous soussignés, nes à véhicule/containe sus nous a été et m'annés évoi		_ 12 S = 0	Réserves ou nature constatées		En conséquence, décharge des engag sous le Nº	(sous les rése	Signature de l'Agent de la Douane timbre du Bareau de Douane			
Carnet T.I.R valable jusqu'au (Transport international de marchandises par la rou Délivré par (nom du transporteur) dont le la hour un transport en provenance de a destination de Bureau de douane de départ: Bureau de douane de destination: Bureau de douane de destination:	Document douanier afférent au véhicule. Certificat d'agrément du véhicule,container Nº	CERTIFICAT de prise en charge au bureau de départ ou de passage a l'entrée	tré le présent feuillet au bu- douane de. N°	Délai du transport	Itinéraire fixé par la douane	Scellements apposés:	Scellements reconnus:	. A ., le	Signature de l'Agent de Signature de l'Agent de la Douane et la Douane et timbre du timbre du Bureau de Douane Burexu de Douane			Nore Ce certificat doit être rempli par la douane qui a pris en pharse le fenillet innair mé.	Cédent CE PEUILLET DOIT ÊTRE DÉTACHÉ AU BUREAU DE PASSAGE A LA SORTIE OU DI
			Arrivée constatée le . au bureau de .	Scellements intacts	Déchargé sans réserves	Réserves ou nature des infractions		A ., le	Signature de l'Agent de la Douane et timbre du Burezu de Douane	,			CE FEUILIET DOIT STRI

(Page 3 de la couverture)

RECLES RELATIVES A L'UTILISATION DU CARNET 1,1,R,

- Le manifeste doit être rédigé dans la langue du pays de départ. Les autorités douanières des autres pays empruntés se réservent le droit d'en exiger une traduction dans leur langue.
- En vue d'éviter les stationnements qui pourraient résulter de cette exigence, il est conseillé aux transporteurs de munir le conducteur du véhicule des traductions voulues. 01
- Il est particulièrement recommandé que le manifeste soit dactylegraphié ou polycopié de manière que tous les feuillets soient nettement lisibles. Chaque lot de marchandises doit faire l'objet d'une ligne distincte. Il est interdit de présenter comme unité, dans le manifeste, plusieurs colis fermés réunis de quelque manière que ce soit. ಣ
- tés du système métrique et les valeurs dans la monnaie Les poids, nombres et mesures seront exprimés en unidu pays de départ. 4

PARAGRAPHES CARACTÈRES

GRAS

SEULEMENT

- Le carnet ne doit comporter aucune rature ou surcharge qui ne soit approuvée par les auteurs de ces ratures ou sur. charges et qui ne soit visée par les autorités douanières. Chaque feuillet doit être daté et signé à l'encre par le transporteur. 10
- Le carnet doit être présenté en même temps que le chargement, au bureau de douane de départ, aux bureaux de douane de passage aux frontières, au bureau de douane de destination et à toute réquisition des autoriés des pays empruntés ဗ
- ler à ce qu'un volet du carnet soit détaché par la douane Il est recommandé au conducteur du véhicule de veilà chacun de ces bureaux. -3
- A défaut, la validité du carnet peut être suspendue usqu'à régularisation.

(Page 3 de la couverture) (suite)

Les feuillets sont utilisés dans l'ordre de leur numéro-

trée. Les feuillets pairs sont destinés aux bureaux de douane de passage à la sortie et au bureau de douane Les feuillets impairs sont destinés au bureau de douane de départ et aux bureaux de douane de passage à l'ende destination.

- le feuillet et la souche Nº 1 ainsi que le certificat de prise en charge du feuillet Nº 2. Il appose sa signature Le bureau de douane de départ annote, vise et timbre et son timbre au bas du manifeste de tous les feuillets à utiliser pour le transport et conserve par devers lui le feuillet Nº 1 (1).
- et timbre le feuillet et la souche Nº 2; il détache ledit Le premier bureau de douane à la sortie annote, signe feuillet et le renvoie immédiatement au bureau de départ après avoir rempli le certificat de reconnaissance. 10
- férents pays empruntés opèrent comme le bureau de douane de départ en ce qui concerne les feuillets impairs Les bureaux de douane de passage à l'entrée des dif-, mais ils n'ont pas à signer et timbrer les manifestes. 3, 5, 7, 11
- Les bureaux de douane de passage à la sortie et le bureau de destination opèrent comme le premier bureau de passage à la sortie, en ce qui concerne les feuillets pairs (2), mais renvoient immédiatement le feuillet au bureau de passage d'entrée du même pays. 12
- nes s'assure de la régularité du titre, fixe ou contrôle Avant de procéder à ces opérations, le service des douale délai et l'itinéraire. Il vérifie l'état du véhicule et s'il y a lieu, du chargement. 13
- soit 1. En cas de rupture de scellement en cours de route un procès verbal de constat doit être rédigé soit par l'autorité douanière, s'il s'en trouve à proximité 14

(2) Lorsque le bureau de destination est en même temps un bureau d'entrée, il doit consorver par devers lui, les feuillets impairs et pairs correspondants.

(1) Lorsque le bureau de départ est en même temps un bureau de sortie il doit conserver par devers lui les feuillets Nº 1 et Nº 2.

(Page 3 de la couverture) (suite)

par toute autre autorité habilitée à cet effet du pays où se trouve le véhicule. L'autorité intervenante scellera le véhicule ou le container et décrira dans le procès-verbal de constat le mode de scellement utilisé.

2. a) En cas d'accident nécessitant le transbordement sur un autre véhicule, ce transbordement ne peut s'effectuer qu'en présence de l'une des autorités désignées au paragraphe précédent qui, dans le procès-verbal de constat doit certifier la régularité des opérations: le véhicule ou le container de substitution doit être agréé par cette autorité et scellé, le mode de scellement utilisé étant décrit dans le procès-verbal de constat.

b) Si le véhicule ou le container de substitution n'a pas été agrée conformément aux dispositions de l'annexe 2, les autorités douanières du pays ou des pays suivants empruntés peuvent refuser d'accepter le véhicule ou le container, à moins qu'il n'ait fait l'objet d'un agrément temporaire de la part des autorités douanières du pays où l'accident s'est produit.

3. En cas de péril imminent nécessitant le déchargement immédiat de tout ou partie de la cargaison, le conducteur peut prendre des mesures de son propre chef sans demander ou sans attendre l'intervention des autorités susvisées.

autorites susvisees.

Il doit prouver, d'une manière suffisante, qu'il a du agir ainsi dans l'intérêt du véhicule ou du chargement et, aussitôt après avoir pris les mesures préventives de première urgence, en faire mention au verso du carnet T.I.R. et avertir les autorités douanières pour faire constater les faits, vérifier le chargement, sceller le véhicule ou le container et rédiger un procès-verbal de constat qui décrira également le mode de scellement utilisé.

qui décrira également le mode de scellement utilisé.

4. Dans les diverses hypothèses envisagées au présent article, l'autorité intervenante doit faire mention du procès-verbal de constat au verso du carnet T.I.R. Le procès verbal de constat doit être annexé au carnet T.I.R. et accompagner le chargement jusqu'au bureau de douane de destination.

(Page 4 de la couverture)

INCIDENTS OU ACCIDENTS SURVENUS EN COURS DE ROUTE

ANNEXE 2

Règlement concernant la construction et l'aménagement des véhicules et containers destinés aux transports internationaux de marchandises par la route.

CHAPITRE I. Dispositions générales

Article 1

Ne peuvent être agréés pour le transport international des marchandises par la route que les véhicules et containers construits et aménagés de telle manière.

i) qu'un scellement puisse y être apposé de ma-

nière simple et efficace;

ii) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du véhicule, ou du container ou y être introduite sans effraction laissant des traces visibles ou sans rupture du scellement,

iii) qu'aucun espace caché ne permette de dissi-

muler des marchandises.

CHAPITRE II.

Genre de construction des véhicules

Article 2.

Règles générales.

- 1. Les véhicules doivent être construits de telle sorte que tous les espaces tels que compartiments ou récipients capables de contenir des marchandises, soient d'un accès facile aux fins de la visite douanière.
- 2. Au cas où il subsisterait des espaces vides entre différentes épaisseurs composant les parois, le revêtement intérieur devra être fixe, complet et continu et tel qu'il ne puisse pas être démonté sans laisser de traces visibles.

Article 3.

Espace réservé au chargement

- 1 Les parois, le plancher et le toit du véhicule doivent être formés de plaques métalliques soudées ou rivetées ou de planches bouvetées d'une épaisseur appropriée, et disposées de manière qu'aucune ne puisse être retirée sans endommanger l'ensemble. Les éléments de la partie réservée au chargement doivent s'adapter exactement les uns aux autres et être fixés de telle manière qu'il soit impossible d'en déplacer ou d'en retirer aucun sans endommager les scellés ou sans laisser des traces visibles d'effraction.
- 2. Les organes d'assemblage essentiels tels que boulons, verrous, rivets, doivent être fixés de l'extérieur, dépasser à l'intérieur et être rivés, boulonnés ou soudés de manière satisfaisante.
- 3. Les ouvertures de ventilation sont autorisées jusqu'à 40 cm. de côté. Elles doivent être munies d'une toile métallique ou d'une plaque de métal perforé (trous de 2 mm. au plus), protégés par un treillage métallique soudé (mailles de 1 cm. au plus). Il ne doit pas être possible d'enlever ces dispositifs de l'extérieur du wéhicule.

Article 4.

Système de fermeture.

véhicules devront comporter un dispositif permettant qui seront appliquées extérieurement à la bâche, au-

sera soit soudé aux parois des portes si elles sont métalliques, soit fixé par un boulon dont l'écrou sera rivé à l'intérieur.

- 2. Les charnières doivent être fabriquées et agencées de manière telle que les portes et autres modes de fermeture ne puissent être retirés de leurs gonds. Les vis, verrous et autres fixations doivent être soudés aux parties extérieures des charnières.
- 3. Les portes en bois seront en outre bordées de bandes métalliques à plat destinées à couvrir les interstices et à assurer une fermeture complète et efficace.
- 4. Les flasques (capuchons de fermeture), les robinets de conduite et les trous d'homme de camions citernes doivent être aménagés de façon à permettre un scellement douanier simple et efficace.
- 5. Un dispositif de protection du scellement douanier doit être prévu.

Article 5.

Véhicules frigorifiques, véhicules citernes et voitures de déménagement.

Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux véhicules frigorifiques, aux véhicules citernes et aux voitures de déménagement dans la mesure où elles sont compatibles avec les caractéristiques techniques que leur destination impose à ces véhicules.

Article 6. Véhicules bâchés.

- 1. Les véhicules bâchés doivent répondre aux conditions des articles 2 à 4 dans la mesure où celles-ci sont susceptibles de s'appliquer à ces véhicules. Ceux-vi doivent répondre en outre aux conditions suivantes:
- 2. Les planches du pont de chargement ainsi que celles des côtés doivent être bouvetées et fixées de telle manière qu'elles ne puissent être enlevées de l'extérieur. La fixation doit être faite par des vis ou des boulons dont l'écrou est rivé à l'intérieur. Les vis ne devront être ni apparentes ni accessibles de l'extérieur.
- 3. Les ridelles (parois latérales) et le hayon (paroi) arrière devront avoir une hauteur d'au moins 35 cm. pour les véhicules dont la charge utile est de 5 tonnes au plus. Pour les tonnages supérieurs, les ridelles et le hayon devront atteindre au moins 50 cm.
- 4. La bâche, en forte toile, doit être d'une seule pièce, si la bâche est raccommodée, elle doit être doublée sur toute la surface de la déchirure d'une pièce de toile cousue à l'intérieur. Si exceptionnellement il faut assembler de grandes pièces de la bâche, les parties doiwent empiéter l'une sur l'autre sur 30 cm. au moins et les deux extrémités doivent être cousues par un double ourlet. La bâche doit être en bon état et confectionnée de manière qu'une fois le lien de fermeture placé, on ne puisse toucher au chargement sans laisser des traces visibles. Elle doit recouvrir les ridelles et les hayons suffisamment pour empêcher l'accès au chargement. L'intervalle entre les œillets ou anneaux ne doit pas dépasser 20 cm.
- 5. Tout Etat contractant peut exiger que la partie inférieure de la bâche couvrant le véhicule et son chargement soit attachée étroitement aux ridelles et au 1. Les portes et tous autres modes de fermeture des | hayon du véhicule par des barres métalliques inflexibles un scellement douanier simple et efficace. Ce dispositif dessus de sa fixation, de tout son long, de manière

qu'entre la bâche, d'une part, et le hayon, d'autre part, il ne reste aucun interstice qui permette de faire passer quoi que ce soit. Les barres seront fixées par des vis et par des écrous aménagés de manière à permettre d'y appliquer la fermeture douanière.

- 6. Ne seront utilisés comme moyen de ligature que des câbles d'acier flexibles d'un diamètre de 3 mm. au minimum, des cordes de chanvre ou de sisal mesurant au moins 8 mm. d'épaisseur. Ces ligatures seront d'une seule pièce et pourvues aux deux extrémités de pointes métalliques et d'œillets destinés à recevoir la fermeture douanière après nouage des extrémités.
- 7 Les œillets fixés à la bâche seront renforcés de métal ou de cuir.
- 8. Les anneaux de fixation doivent être placés de telle sorte qu'ils ne puissent être détachés de l'exté-
- 9. Les arceaux supports de bâches doivent être fixés de manière qu'il soit impossible de les déplacer de l'extérieur.
- 10. Une armature de lattes (lattis) devra être fixée sur les arceaux. Ce lattis s'étendra sur toute la longueur du pont, et de la paroi avant du véhicule; il descendra au moins jusqu'à 20 cm. au-dessus du bord supérieur de la ridelle. L'espace entre les lattes ne devra pas dépasser 20 cm. La paroi avant du pont du véhicule moteur doit avoir une surface continue et sa hauteur doit être la même que celle des arceaux.

Certificat d'agrément

CERTIFICAT

ANNEXE 3

Article 7 Containers.

Les containers doivent répondre aux conditions des articles 2 à 4 et pouvoir être fixés sur le pont de chargement du véhicule sur lequel ils sont transportés, de façon à être scellés par la douane.

Article 8. Dispositions transitoires.

Pour les véhicules en usage lors de la mise en vigueur du présent règlement, les facilités suivantes demeureront valables jusqu'au.

- a) les planchers (article 3, paragraphe 1 et article 6, paragraphe 2) en bois pourront être non bou-
- b) le dispositif de protection du scellement douanier (article 4, paragraphe 5) ne sera pas obligatoire;
- c) la hauteur des ridelles des véhicules de plus de 5 tonnes pourra être de 35 cm. au maximum:
- d) l'empiétement de 30 cm, pour les bâches assemblées ne sera pas obligatoire à condition que la couture d'assemblage soit à l'intérieur,
- e) l'intervalle entre les œillets ou anneaux pourra atteindre 30 cm. au maximum (article 6, paragraphe 4);
- f) l'espace entre les lattes pourra atteindre 40 cm. au maximum (article 6, paragraphe 9);
- g) la paroi avant du véhicule moteur pourra avoir une surface non continue pour autant qu'elle remplisse les mêmes conditions que celles fixées pour les parois latérales.

attestant que le véhicule-*container* designé ci-après remplit les conditions requises Ce certificat doit être restitué à l'office émetteur lorsque le véhicule-container est retiré de la circulation, en cas de changement de propriétaire, à l'expiration de la durée de validité et en cas de changement notable des caractéristiques du l'examen prévu à l'article 16 de la Convention et remplit les conditions requise \mathbf{et} conditions prél'aménagement des véhicules et containers destinés aux transports internatioadmis dans construction pour être admis au transport international des marchandises par la route. pour être admis au transport international de marchandises par la route. pas Signature et cachet de l'office émetteur à. du règlement concernant la sera Nom et siège d'exploitation du transporteur (propriétaire) sera ne répond pas naux de marchandises par la route. En conséquence, Numéro de fabrication du moteur du véhicule es pays qui exigent l'application de ce paragraphe. répond Le véhicule-container décrit ci-dessus a subi véhicule Le véhicule-container décrit ci-dessus Nom ou marque du constructeur qn 'n d'immatriculation paragraphe 19 a l'article 6, Valable jusqu'au

Numéro

véhicule.

ANNEXE

T.I.R.

PLAQUES

m. sur 0,40 1. Les plaques auront pour dimensions 0,25

et de l'avant milcu visibles. an sensiblement à être très manière placéss Elles doivent être q et rière des véhicules લં

T.I.R., en caractères latins majuscules, doivont avoir Elles 20 mm. hauteur de 0,20 m. et leurs traits une épaisseur d'au moins Bur couleur blanche 3. Les lettres

une

de l'ar-

DES MARCHAN-TRANSPORT INTERNATIONAL DISES AU MOYEN DE CONTAINERS SOUS LA REGLE DU CARNET T. I. R.

Protocole additionnel (*) à l'accord relatif à l'application provisoire des projets de Conventions internationales donanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route.

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, parties à l'accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route.

Considérant que les avantages que l'on est en droit d'attendre de l'emploi des containers dans le trafic international, aussi bien par la route qu'en combinaison avec d'autres modes de transport, justifient qu'un règlement spécial soit prévu au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route, concernant tant la construction et l'aménagement des containers que leur admission temporaire,

Sont convenus des dispositions suivantes qui régiront, dans leurs rapports réciproques, le transport international des marchandises au moyen de containers sous le régime du carnet T.I.R.

Article 1.

Nonobstant les dispositions des articles 1 et 7 de l'annexe 2 du Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route, les dispositions de ladite annexe ne s'appliqueront qu'à la construction et à l'aménagement des véhicules destinés aux transports internationaux des marchandises par la route.

La construction et l'aménagement des containers destinés aux transports internationaux de marchandises par la route seront régis par les dispositions du texte joint à ce Protocole qui formera l'annexe 2-bis dudit Projet de Convention.

Article 2.

Le container utilisé à un transport couvert par un carnet T.I.R. ne doit pas faire l'objet d'un document spécial à condition qu'il soit fait mention de ses caractéristiques et de sa valeur au manifeste des marchandises.

Cette facilité ne déroge pas au droit des autorités douanières de chaque Etat d'exiger au bureau de destination l'accomplissement des formalités prévues par la réglementation nationale ou de prendre les mesures en vue d'éviter l'emploi du container pour une nouvelle expédition de marchandises à l'intérieur du même territoire douanier.

L'association garante sera libérée de sa responsabilité après décharge du carnet T.I.R. de l'une des maéconomique belgo-luxembourgeoise, de la France et de l'Italie. nières prévues à l'article 13 du Projet de Convention.

^(*) Le Protocole Additionnel a été approuvé le 11 mars 1950 par le Sous-Comité des transports routiers et a été signé à la même date par les représentants dûment accrédités de l'Union

Article 3.

Ce Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Gouvernements qui, en vertu de l'article VI de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de Conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, peuvent adhérer audit Accord.

Article 4.

Ce Protocole sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en adressera à chacun des Gouvernements contractants une copie certifiée conforme. Le Secrétaire général notifiera en outre à chacun des Gouvernements contractants toute adhésion au Protocole qui lui sera adressée. Le Secrétaire général est autorisé à enregistrer le présent Protocole à la date de son entrée en vigueur.

Fait à Genève en un seul exemplaire en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le onze mars mil neuf cent cinquante.

PROJET DE CONVENTION DOUANIÈRE SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHAN-DISES PAR LA ROUTE.

ANNEXE 2-bis

Règlement concernant la construction et l'aménagement des containers destinés aux transports internationaux des marchandises par la route.

 $\begin{array}{c} \text{Chapitre I} \\ \textit{Dispositions générales} \end{array}$

Article premier.

Règles générales

- 1. Ne peuvent être agréés pour le transport internanational des marchandises par la route que les containers qui portent en caractères et en chiffres indélébiles le nom et l'adresse du propriétaire ou des marques et numéros d'identification et qui sont construits et aménagés de telle manière:
- i) qu'un scellement puisse y être apposé de manière simple et efficace;
- ii) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du container ou y être introduite sans effraction laissant des traces visibles ou sans rupture du scellement;
- ii) qu'aucun espace caché ne permette de dissimuler des marchandises.
- 2. Les containers doivent être construits de telle sorte que tous les espaces tels que compartiments ou récipients capables de contenir des marchandises, soient d'un accès facile aux fins de la visite douanière.
- 3. Au cas où il subsisterait des espaces vides entre différentes épaisseurs composant les parois, le revêtement intérieur devra être fixe, complet et continu et tel qu'il ne puisse pas être démonté sans laisser de traces visibles.
- 4. Les containers transportés par route doivent pouvoir être fixés sur le pont de chargement du véhicule sur lequel ils sont transportés de façon à pouvoir être scellés par la douane.

Article 2.

Espace réservé au chargement

- 1. Les parois, le plancher et le toit du container doivent être formés de plaques métalliques soudées ou rivetées ou de planches bouvetées d'une épaisseur appropriée et disposées de manière qu'aucune ne puisse être retirée sans endommager l'ensemble. Les éléments de la partie réservée au chargement doivent s'adapter exactement les uns aux autres et être fixés de telle manière qu'il soit impossible d'en déplacer ou d'en retirer aucun sans endommager les scellés ou sans laisser de traces visibles d'effraction.
- 2. Les organes d'assemblage essentiels, tels que boulons, verrous, rivets, doivent être fixés de l'extérieur, dépasser à l'intérieur et être rivés, boulonnés ou soudés de manière satisfaisante.
- 3. Les ouvertures de ventilation sont autorisées jusqu'à 40 cm. de côté et celles d'écoulement jusqu'à 35 cm. de diamètre. Elles doivent être munies d'une toile métallique ou d'une plaque de métal perforé (trous de 20 mm. au plus) et protégées par un treillage métallique soudé (mailles de 10 mm. au plus). Il ne doit pas pas être possible d'enlever ces dispositifs de l'extérieur du container.

Article 3.

Système de fermeture

- 1. Les portes et tous autres modes de fermeture des containers devront comporter un dispositif permettant un scellement douanier simple et efficace. Ce dispositif sera soit soudé aux parois des portes si elles sont métalliques, soit fixé par un boulon dont l'écrou sera rivé à l'intérieur.
- 2. Les charnières doivent être fabriquées et agencées de manière telle que les portes et autres modes de fermeture ne puissent être retirés de leurs gonds. Les vis, verrous et autres fixations doivent être soudés aux parties extérieures des charnières.
- 3. Les portes en bois seront en outre bordées de bandes métalliques à plat destinées à couvrir les interstices et à assurer une fermeture complète et efficace.
- 4. Un dispositif de protection du scellement douanier doit être prévu.

CHAPITRE II.

Dispositions particulières à certains containers

Article 4.

Containers frigorifiques, containers citernes et containers de déménagement

Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux containers frigorifiques, aux containers citernes et aux containers de déménagement dans la mesure où elles sont compatibles avec les caractéristiques techniques que leur destination impose à ces containers

Les flasques (capuchons de fermeture), les robinets de conduite et les trous d'homme de containers citernes doivent être aménagés de façon à permettre un scellement douanier simple et efficace.

Article 5.

Containers ouverts.

- 1. Les containers ouverts doivent être bâchés, répondre aux conditions prévues à l'article premier, ainsi qu'aux paragraphes 2 à 9 du présent article et, en outre, aux dispositions générales des articles 2 et 3 dans la mesure où, en raison de la construction particulière des containers ouverts, ces dispositions générales sont susceptibles de leur être appliquées.
- 2. Les parois latérales doivent avoir une hauteur d'au moins 35 cm.
- 3. La bâche, en forte toile, doit être d'une seule pièce; si la bâche est raccommodée, elle doit être doublée sur toute la surface de la déchirure d'une pièce de toile cousue à l'intérieur. Si exceptionnellement il faut assembler de grandes pièces de la bâche, les parties doivent empiéter l'une sur l'autre sur 30 cm. au moins et les deux extrémités doivent être cousues par un double ourlet. La bâche doit être en bon état et confectionnée de manière qu'une fois le lien de fermeture placé on ne puisse toucher au chargement sans laisser de traces visibles. Elle doit recouvrir les parois verticales suffisamment pour empêcher l'accès au chargement. L'intervalle entre les œillets ou anneaux ne doit pas dépasser 20 cm.
- 4. Tout Etat contractant peut exiger que la partie inférieure de la bâche couvrant le container et son chargement soit attachée étroitement aux parois verticales du container par des barres métalliques inflexibles qui seront appliquées extérieurement à la bâche, au-dessus de sa fixation, de tout son long, de manière qu'entre la bâche d'une part et les parois verticales d'autre part, il ne reste aucun interstice qui permette de faire passer quoi que ce soit. Les barres seront fixées par des vis et par des écrous aménagés de manière à permettre d'y appliquer la fermeture douanière.
- 5. Ne seront utilisés comme moyen de ligature que des câbles d'acier flexibles d'un diamètre de 3 mm. au minimum, des cordes de chanvre ou de sisal mesurant au moins 8 mm. d'épaisseur. Ces ligatures seront d'une seule pièce et pourvues aux deux extrémités de pointes métalliques et d'œillets destinés à recevoir la fermeture douanière après nouage des extrémités.
- 6. Les œillets fixés à la bâche seront renforcés de métal ou de cuir.
- 7. Les anneaux de fixation doivent être placés de telle sorte qu'ils ne puissent être détachés de l'extérieur.
- 8. Les arceaux supports de bâches doivent être fixés de manière qu'il soit impossible de les déplacer de l'extérieur.
- 9. Si la surface ouverte dépasse six mètres carrés, une armature. de lattes (lattis) devra être fiixée sur les arceaux. Ce lattis s'étendra sur toute la longueur du container. L'espace entre les lattes ne devra pas dépasser 20 cm. Il en sera de même pour l'intervalle entre le lattis et les parois verticales.

Article 6.

Containers à clairevoie

Les containers à clairevoie doivent répondre aux conditions de l'article 5.

Ils doivent en outre pouvoir être bâchés sur toutes les surfaces à clairevoie.

Lorsque les parois latérales cont constituées par des cules dans le cas o planches ou des lattes, l'intervalle entre ces planches voir de les retenir.

ou ces lattes ne doit pas dépasser 50 mm. Lorsque les parois latérales sont constituées par un treillage métallique, la plus grande diagonale des mailles ne doit pas dépasser 50 mm.

Article 7.

Containers repliables ou démontables

Les containers repliables ou démontables sont admis dans les mêmes conditions que les containers non repliables ou non démontables, sous la réserve que les dispositifs de verrouillage permettant de les replier ou de les démonter puissent être scellés par la douane et qu'aucune partie de ces containers ne puisse être déplacée sans rompre ces scellés.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Pour les containers en usage lors de la mise en vigueur du présent règlement, les facilités suivantes demeureront valables jusqu'au 31 décembre 1951:

- a) L'indélébilité des inscriptions (article premier, paragraphe 1) ne sera pas exigée pour autant que cellesci présentent un caractère suffisant de permanence;
- b) Les planchers (article 2, paragraphe 1) en bois pourront être non bouvetés;
- c) La protection des ouvertures de ventilation et d'écoulement par un treillage métallique (article 2, paragraphe 3) ne sera pas obligatoire;
- d) Le dispositif de protection du scellement douanier (article 3, paragraphe 4), ne sera pas obligatoire;
- e) L'empiètement de 30 cm. pour 1es bâches assemblées ne sera pas obligatoire à condition que la couture d'assemblage soit à l'intérieur;
- f) L'intervalle entre les œillets ou anneaux pourra atteindre 30 cm. au maximum (article 4, paragraphe 2).

Certaines questions relatives à l'étendue de la responsabilité des associations garantes

- 1. La responsabilité de l'association garante s'étend seulement aux marchandises reprises au manifeste et à celles qui se trouveraient dans la partie du véhicule ou du container placée sous les scellés de la douane.
- 2. La responsabilité de l'association garante ne commence, à l'égard des autorités douanières d'un pays, qu'à partir du moment où le carnet T.I.R. a été accepté par ces autorités.

L'association garante ne peut notamment pas être rendue solidairement responsable si le transporteur a tenté d'importer frauduleusement les marchandises composant le chargement de son véhicule sans avoir remis le carnet T.I.R. à la douane.

- 3. Toutes les indications relatives à la marchandise portées au manifeste du carnet T.I.R. valent, jusqu'à preuve du contraire dont la charge incombe aux autorités douanières.
- 4. Il est recommandé aux autorités douanières de ne pas se laisser guider par le fait que l'association garante est responsable du paiement des droits, taxes, intérêts de retard et pénalités pécuniaires dus par le transporteur, pour libérer les marchandises ou véhicules dans le cas où la législation leur accorde le pouvoir de les retenir.

5. La décharge sans réserve par les autorités douanières d'un carnet T.I.R. libère l'association garante de sa responsabilité, étant entendu par ailleurs que dans le cas où le transport arrive à un bureau de destination, les autorités douanières peuvent se réserver le droit de n'autoriser le déchargement de la marchandise que lorsqu'une autre responsabilité se substitue immédiatement après le déchargement à celle de la caution du carnet T.I.R. ou que la marchandise aura été placée sous un autre régime de douane.

6. Par rapport au paragraphe 1er de l'article 13, l'expression « prise en charge » ne vise que la prise en charge par les autorités douanières du bureau de des-

tination.

Précisions concernant les règles prévues pour l'application du projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route.

1. — Associations garantes.

Les dispositions de l'article 5, paragraphe 2 du Projet de Convention n'empêchent pas les autorités douanières d'un pays d'accepter la garantie de plusieurs associations dont chacune serait responsable pour le déchargement régulier des carnets émis par elle-même ou par les associations correspondantes.

2. — Indication de la valeur sur la couverture du carnet.

La valeur totale des marchandises à mentionner sur la première page de la couverture du carnet doit être indiquée dans la monnaie du pays de départ.

3. — Indication de l'itinéraire à suivre par le véhicule.

Des erreurs ou omissions pourraient résulter du fait que la rubrique « Itinéraire proposé », à remplir par le transporteur sur les feuillets du carnet T.I.R., figure dans la partie réservée à l'usage de la douane.

Pour obvier à cet inconvénient, il sera procédé com-

me suit:

a) Ni la douane ni le transporteur ne rempliront cette rubrique.

b) Entre les lignes « Bureaux de douane de passage » et « Bureau de douane de destination », sera intercalée une nouvelle ligne pointillée où le transporteur indiquera l'itinéraire prévu depuis le point de départ jusqu'au point de destination.

c) Sous la rubrique « Itinéraire fixé par la douane », la douane indiquera seulement l'itinéraire

suivi dans son territoire douanier.

4. — Certificat d'agrément.

Le certificat d'agrément prévu à l'article 16 du Projet de Convention doit être imprimé dans la langue du pays de délivrance et en français et les différentes rubriques doivent être numérotées pour rendre le texte compréhensible dans les autres langues (voir modèle 1 ci-joint).

Dans les certificats d'agrément délivrés pour les containers, remplacer les mots « l'article 6, paragraphe 5 » par « l'article 5, paragraphe 4 ».

5. — Certificat d'agrément pour les containers.

Les services qui délivreront les certificats pour les containers devront veiller à ce que ces certificats permettent de les identifier d'une façon certaine.

6. — Pièce justificative à produire par les conducteurs.

Si le conducteur du véhicule n'est pas le titulaire du carnet T.I.R., il doit être en possession d'un document délivré par le titulaire et l'habilitant à effectuer le transport.

7 - Contrôle douanier au bureau de douane de départ.

Le bon fonctionnement du régime du carnet T.I.R. exige que les autorités douanières procèdent à un examen adéquat du chargement au bureau de départ.

8. — Plaques T.I.R.

Les plaques T.I.R. doivent être scellées par les autorités douanières du bureau de départ.

9. — Inscription du carnet T.I.R. sur le document douanier du véhicule.

Il est recommandé aux autorités douanières de prescrire l'inscription du numéro du carnet T.I.R. et des initiales de l'association garante sur le document douanier du véhicule.

10. — Contrôle douanier en cours de route.

Si une autorité douanière procède en cours de route à l'inspection du contenu d'un véhicule, elle doit faire mention de l'opération effectuée ainsi que du nouveau scellement apposé sur les souches des feuillets utilisés dans son pays.

11 — Procès-verbal de constat.

sulter du fait | Le procès-verbal de constat doit être rédigé dans », à remplir arnet T.I.R., ci-joint, imprimé en français et dans la langue du pays le la douane. où les faits se sont produits.

Il est recommandé aux associations de fournir au transporteur un certain nombre de ces formulaires pour que les autorités compétentes puissent en faire usage en cas de besoin.

12. — Visa de sortie omis ou apposé irrégulièrement

Le bureau d'entrée peut refouler le transporteur au bureau de sortie du pays voisin lorsqu'il constate que le visa de sortie a été omis ou apposé irrégulièrement dans ledit pays. Il serait utile que le bureau d'entrée qui procède à un tel refoulement insère dans le carnet T.I.R. une note explicative destinée au bureau de sortie correspondant.

Toutefois, si la douane du bureau d'entrée a procédé à la prise en charge du carnet T.I.R. sans refouler le transport, la règle prévue au Protocole du projet de Convention (Ad article 6) sera appliquée

13. — Traduction du manifeste.

Si une traduction distincte du manifeste est fournie à l'usage de la douane, cette traduction ne fera pas foi dans le cas où une erreur de traduction serait constatée.

14. - Voyage retour.

Le transport de marchandises pour le voyage retour peut avoir lieu soit sous le couvert d'un carnet T.I.R. dont le transporteur à été muni par l'association à laquelle il est affilié dans son pays, soit sous le couvert d'un carnet T.I.R. délivré par une association du pays où les marchandises doivent être chargées.

15. — Déchargement de marchandises en deux points du pays de destination.

L'article 2 du Projet de Convention ne contient pas de dispositions spécifiques en ce qui concerne le déchargement de marchandises en plus d'un point du pays de destination.

Afin de permettre à certains Etats (*) d'autoriser le déchargement en deux points de leur territoire douanier, il a été convenu d'appliquer en pareil cas la procédure suivante.

- a) Les pages à utiliser pour le pays de destination devraient être au nombre de quatre au lieu de deux et porter référence l'une à l'autre.
- b) Les deux points de déchargement seraient mentionnés à la rubrique « Bureau de douane de destination » sur tous les feuillets du carnet T.I.R. Cette mention serait rédigée comme suit.:

« Bureaux de douane de destination A B ainsi qu'il est indiqué au manifeste ».

Sur tous les manifestes, devraient figurer d'abord les marchandises destinées au premier lieu de déchargement, et ensuite celles destinées au second lieu de déchargement. L'inscription de ces deux catégories de marchandises devrait être nettement séparée par un trait et les manifestes devraient être arrêtés de la façon suivante:

- « Arrêté le présent manifeste à colis dont les (X) premiers sont destinés au bureau de douane de A et les autres au bureau de douane de B ».
- o) Les marchandises seraient arrimées de telle sorte qu'au premier bureau, celles qui y sont destinées puissent être déchargées en laissant à bord la partie du chargement destinée au second bureau.
- 16. Liste des bureaux de douane ouverts au transport international des marchandises par la route.

En ce qui concerne les bureaux frontière, la liste à fournir conformément à l'article 18 du Projet de Convention doit préciser s'il s'agit de bureaux de passage, de départ ou de destination.

17. — Dispositions transitoires relatives à la construction des véhicules.

Les dispositions transitoires relatives à la construction des véhicules s'appliqueront jusqu'au 31 décembre 1951.

vues à l'article 6, paragraphe 5, du règlement concernant la construction et l'aménagement des véhicules et containers destinés aux transports in le véhicule container désigné ci-après remplit les conditions requises pour être admis au transport international de marchandises par la le véhicule-container est retiré de la circulation, en cas de changement de propriétaire, à l'expiration l'examen prévu à l'article 16 de la Convention et remplit les conditions requises de la durée de validité et en cas de changement notable des caractéristiques aux conditions prépour être admis au transport international des marchandises par la route. ne sera pas admis dans les pays qui exigent l'application de ce paragraphe. ternationaux de marchandises par la route. En conséquence, il Cachet de l'Office émetteur à. Numéro de fabrication ou numéro de série du constructeur. Nom et siège d'exploitation du transporteur (propriétaire). Ce certificat doit être restitué à l'office émetteur lorsque ne répond pas répond Certificat d'agrément 15. Signature et Numéro de fabrication du moteur du véhicule Le véhicule-container décrit ci-dessus a subi à. (Modèle 1) Numéro d'immatriculation du véhicule Le véhicule-container décrit ci-dessus CERTIFICAT No. Nom ou marque du constructeur 16. attestant que du véhicule. Valable Genre 9 2 8 6 10 13 14

^(*) Les Etats suivants sont disposés à accorder le déchargement en plus d'un point à dater du 1er janvier 1951: Autriche, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Suède, Tchécoslovaquie ainsi que les Zones occidentales d'occupation en Allemagne.

S'agit-il d'un manquant ou d'une destruction ? Indiquer la quantité

Ledit véhicule

32 31

19 20 20 20 20 20 20 20 20 30 30

(Modèle 2)

		32 a él	té agréé suiva	a été agrée suivant certificat ci-joint (2)	joint (2)	
TRANSPORT INTERNATIONAL DE MARCHANDISES PAR LA ROUTE	ARCHANDISES PAR LA ROUTE	33 n'a	pas fait l'obj	et d'un certifice	n'a pas fait l'objet d'un certificat d'agrément (2)	
Procès verbal de constat	constat	34 La	vérification n'	La vérification n'a fait reconnaftre	re aucune irrégularité (2)	rité (2)
DRESSÉ EN EXÉCUTION DU CHIFFRE 14	OU CHIFFRE 14	35 La	vérification a 1	ait reconnaître l	La vérification a fait reconnaître le manquant ou la destruction d	struction d
DU REGLEMENT RELATIF À L'UTILISATION DU CARNET	SATION DU CARNET T.I.R.		chandises spéc	ifiées ci-après, d	marchandises spécifiées ci-après, dans l'ordre de leur inscription a	nscription a
		37 man	manifeste du carnet T.I.R. (2).	let T.I.R. (2).		
Les soussignés certifient que le (1)	19 , à heures,					
sur le territoire de	., au lieu dit					Obsert 11 33
leur a été présenté le camion, la remorque (2)	lue (2)	Noi Espèce	Nombre; Espèce des colls	Marques et N° des colis	Nature et espèce des marchandises	on d'une d
repris(e) au triptyque/carnet de passages en douane No.	n douane N°.					Indiquer
et transportant des marchandises sous le couvert du carnet T.I.R.	ouvert du carnet T.I.R.					
délivré le so	sous le No.					
par (3)						
pour des marchandises chargées à	à destination de (4)					
Ils ont constaté .						
que les scellés indiqués ci-après, du bureau de Douane de départ.	de Douane de départ.					
de et du	et du bureau de Douane de (2)					
étaient rompus/manquants:						
, ruptures.	, ruptures-manquants (2) que le transporteur					
a déclaré provenir de la cause suivante:		Scen	Sceau de l'autorité qui a rédigé	oni a rédiaé		
- que par suite de l'accident décrit ci-après, il a	près, il a été nécessaire	le procès	le procès-verbal de constat.	nstat.		
de décharger le véhicule		V.:	J. 1 6	W: 4 1		
L'accident est dû (5)		de sortie	uu buresu iik 3.	nivere de douar	ar a	
- que pour sauver les marchandises, le transporteur s'est vu contraint de	transporteur s'est vu contraint de					
décharger les marchandises						
L'accident est dû (5)	:	(1) N (2) H	 Nom et grade des agents Biffer la mention inutile 	s agents et désignation	 Nom et grade des agents et désignation de l'autorité dont ils dépendent Biffer la mention inutile 	lls dépendent
Ils ont assisté à leur chargement:		(8) J. (4)	Nom et adresse d	(8) Nom et adresse de l'association émetrrice	ttrice	
sur le camion (marque)	., châssis No	(5) F	réciser la nature	Préciser la nature et les circonstances de l'accident.	es de l'accident.	
moteur No	., plaque No .)					
sur la remorque (marque)	· · · plaque No					
et ont apposé sur ce véhicule les scellés ci-après	ci-après:					

10 1 14 15 16 17 18

TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHANDISES AU MOYEN DE CONTAINERS SOUS LE REGIME DU CARNET T. I. R.

Protocole additionnel à l'accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route.

(Ginevra 11 marzo 1950)

Les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, parties à l'accord relatif à l'application provisoire des projets de conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route,

Considérant que les avantages que l'on est en droit d'attendre de l'emploi des containers dans le trafic international, aussi bien par la route qu'en combinaison avec d'autres modes de transport, justifient qu'un règlement spécial soit prévu au Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route, concernant tant la construction et l'aménagement des containers que leur admission temporaire,

Sont convenus des dispositions suivantes qui régiront, dans leurs rapports réciproques, le transport international des marchandises au moyen de containers sous le régime du carnet T.I.R.

Article 1.

Nonobstant les dispositions des articles 1 et 7 de l'annexe 2 du Projet de Convention douanière sur le transport international des marchandises par la route, les dispositions de ladite annexe ne s'appliqueront qu'à la construction et à l'aménagement des véhicules destinés aux transports internationaux des marchandises par la route.

La construction et l'aménagement des containers destinés aux transports internationaux de marchandises par la route seront régis par les dispositions du texte joint à ce Protocole qui formera l'annexe 2-bis dudit Projet de Convention.

Article 2.

Le container utilisé à un transport couvert par un carnet T.J.R. ne doit pas faire l'objet d'un document spécial à condition qu'il soit fait mention de ses caractéristiques et de sa valeur au manifeste des marchandises.

Cette facilité ne déroge pas au droit des autorités douanières de chaque Etat d'exiger au bureau de destination l'accomplissement des formalités prévues par la réglementation nationale ou de prendre les mesures en vue d'éviter l'emploi du container pour une nouvelle expédition de marchandises à l'intérieur du même territoire douanier.

L'association garante sera libérée de sa responsabilité après décharge du carnet T.I.R. de l'une des manières prévues à l'article 13 du Projet de Convention.

Article 3.

Ce Protocole sera ouvert à l'adhésion de tous les Gouvernements qui, en vertu de l'article VI de l'Accord relatif à l'application provisoire des projets de Conventions internationales douanières sur le tourisme, sur les véhicules routiers commerciaux et sur le transport international des marchandises par la route, peuvent adhérer audit Accord.

Article 4.

Ce Protocole sera déposé auprès du Secrétaire général des Nations Unies qui en adressera à chacun des Gouvernements contractants une copie certifiée conforme. Le Secrétaire général notifiera en outre à chacun des Gouvernements contractants toute adhésion au Protocole qui lui sera adressée. Le Secrétaire général est autorisé à enregistrer le présent Protocole à la date de son entrée en vigueur.

Fait à Genève en un seul exemplaire en langues anglaise et française, l'un et l'autre textes faisant également foi, le onze mars mil neuf cent cinquante.

PROJET DE CONVENTION DOUANIÈRE SUR LE TRANSPORT INTERNATIONAL DES MARCHAN-DISES PAR LA ROUTE.

ANNEXE 2-bis

Règlement concernant la construction et l'aménagement des containers destinés aux transports internationaux des marchandises par la route.

CHAPITRE I
Dispositions générales

Article premier. $R \stackrel{.}{e} g \ l \ e \ s \quad g \stackrel{.}{e} n \stackrel{.}{e} r \ a \ l \ e \ s$

1. Ne peuvent être agréés pour le transport international des marchandises par la route que les containers qui portent en caractères et en chiffres indélébiles le nom et l'adresse du propriétaire ou des marques et numéros d'identification et qui sont construits et aménagés de telle manière:

i) qu'un scellement puisse y être apposé de manière

simple et efficace;

ii) qu'aucune marchandise ne puisse être extraite de la partie scellée du container ou y être introduite sans effraction laissant des traces visibles ou sans rupture du scellement;

iii) qu'aucun espace caché ne permette de dissimu-

ler des marchandises.

2. Les containers doivent être construits de telle sorte que tous les espaces tels que compartiments ou récipients capables de contenir des marchandises, soient l'un accès facile aux fins de la visite douanière.

3. Au cas où il subsisterait des espaces vides entre différentes épaisseurs composant les parois, le revêtement intérieur devra être fixe, complet et continu et tel qu'il ne puisse pas être démonté sans laisser de traces visibles.

4. Les containers transportés par route doivent pouvoir être fixés sur le pont de chargement du véhicule sur lequel ils sont transportés de façon à pouvoir être scellés par la douane.

^(*) Le Protocole Additionnel a été approuvé le 11 mars 1950 par le Sous-Comité des transports routiers et a été signé à la même date par les représentants dûment accrédités de l'Union économique belgo-luxembourgeoise, de la France et de l'Italie.

Article 2.

Espace réservé au chargement

- 1. Les parois, le plancher et le toit du container doivent être formés de plaques métalliques soudées ou rivetées ou de planches bouvetées d'une épaisseur appropriée et disposées de manière qu'aucune ne puisse être retirée sans endommager l'ensemble. Les éléments de la partie réservée au chargement doivent s'adapter exactement les uns aux autres et être fixés de telle manière qu'il soit impossible d'en déplacer ou d'en retirer aucun sans endommager les scellés ou sans laisser de traces visibles d'effraction.
- 2. Les organes d'assemblage essentiels, tels que boulons, verrous, rivets, doivent être fixés de l'extérieur, dépasser à l'intérieur et être rivés, boulonnés ou soudés de manière satisfaisante.
- 3. Les ouvertures de ventilation sont autorisées jusqu'à 40 cm. de côté et celles d'écoulement jusqu'à 35 cm. de diamètre. Elles doivent être munies d'une toile métallique ou d'une plaque de métal perforé (trous de 20 mm. au plus) et protégées par un treillage métallique soudé (mailles de 10 mm. au plus). Il ne doit pas être possible d'enlever ces dispositifs de l'extérieur du container.

Article 3.

Système de fermeture

- 1 Les portes et tous autres modes de fermeture des containers devront comporter un dispositif permettant un scellement douanier simple et efficace. Ce dispositif sera soit soudé aux parois des portes si elles sont métalliques, soit fixé par un boulon dont l'écrou sera rivé à l'intérieur.
- 2. Les charnières doivent être fabriquées et agencées de manière telle que les portes et autres modes de fermeture ne puissent être retirés de leurs gonds. Les vis, verrous et autres fixations doivent être soudés aux parties extérieures des charnières.
- 3. Les portes en bois seront en outre bordées de bandes métalliques à plat destinées à couvrir les interstices et à assurer une fermeture complète et efficace.
- 4. Un dispositif de protection du scellement douanier doit être prévu.

CHAPITRE II

Dispositions particulières à certains containers

Article 4.

Containers frigorifiques, containers citernes et containers de déménagement

Les prescriptions ci-dessus s'appliquent aux containers frigorifiques, aux containers citernes et aux containers de déménagement dans la mesure où elles sont compatibles avec les caractéristiques techniques que leur destination impose à ces containers.

Les flasques (capuchons de fermeture), les robinets de conduite et les trous d'homme de containers citernes doivent être aménagés de facon à permettre un scellement douanier simple et efficace.

Article 5. Containers ouverts

- 1. Les containers ouverts doivent être bâchés, répondre aux conditions prévues à l'article premier, ainsi qu'aux paragraphes 2 à 9 du présent article et, en outre, aux dispositions générales des articles 2 et 3 dans la mesure où, en raison de la construction particulière des containers ouverts, ces dispositions générales sont susceptibles de leur être appliquées.
- 2. Les parois latérales doivent avoir une hauteur d'au moins 35 cm.
- 3. La bâche, en forte toile, doit être d'une seule pièce; si la bâche est raccommodée, elle doit être doublée sur toute la surface de la déchirure d'une pièce de toile cousue à l'intérieur. Si exceptionnellement il faut assembler de grandes pièces de la bâche, les parties doivent empiéter l'une sur l'autre sur 30 cm. au moins et les deux extrémités doivent être cousues par un double ourlet. La bâche doit être en bon état et confectionnée de manière qu'une fois le lien de fermeture placé on ne puisse toucher au chargement sans laisser de traces visibles. Elle doit recouvrir les parois verticales suffisamment pour empêcher l'accès au chargement. L'intervalle entre les œillets ou anneaux ne doit pas dépasser 20 cm.
- 4. Tout Etat contractant peut exiger que la partie inférieure de la bâche couvrant le container et son chargement soit attachée étroitement aux parois verticales du container par des barres métalliques inflexibles qui seront appliquées extérieurement à la bâche, au-dessus de sa fixation, de tout son long, de manière qu'entre la bâche d'une part et les parois verticales d'autre part, il ne reste aucun interstice qui permette de faire passer quoi que ce soit. Les barres seront fixées par des vis et par des écrous aménagés de manière à permettre d'y appliquer la fermeture douanière.
- 5. Ne seront utilisés comme moyen de ligature que des câbles d'acier flexibles d'un diamètre de 3 mm. au minimum, des cordes de chanvre ou de sisal mesurant au moins 8 mm. d'épaisseur. Ces ligatures seront d'une seule pièce et pourvues aux deux extrémités de pointes métalliques et d'œillets destinés à recevoir la fermeture douanière après nouage des extrémités.
- 6. Les œillets fixés à la bâche seront renforcés de métal ou de cuir.
- 7. Les anneaux de fixation doivent être placés de telle sorte qu'ils ne puissent être détachés de l'extérieur.
- 8. Les arceaux supports de bâches doivent être fixés de manière qu'il soit impossible de les déplacer de l'extérieur.
- 9. Si la surface ouverte dépasse six mètres carrés, une armature de lattes (lattis) devra être fixée sur les arceaux. Ce lattis s'étendra sur toute la longueur du container. L'espace entre les lattes ne devra pas dépasser 20 cm. Il en sera de même pour l'intervalle entre le lattis et les parois verticales.

Article 6. Containers à clairevoie

Les containers à clairevoie doivent répondre aux conditions de l'article 5.

Ils doivent en outre pouvoir être bâchés sur toutes les surfaces à clairevoie.

Lorsque les parois latérales sont constituées par des planches ou des lattes, l'intervalle entre ces planches ou ces lattes ne doit pas dépasser 50 mm. Lorsque les parois latérales sont constituées par un treillage métallique, la plus grande diagonale des mailles ne doit pas dépasser 50 mm.

Article 7

Containers repliables ou démontables

Les containers repliables ou démontables sont admis dans les mêmes conditions que les containers non repliables ou non démontables, sous la réserve que les dispositifs de verrouillage permettant de les replier ou de les démonter puissent être scellés par la douane et qu'aucune partie de ces containers ne puisse être déplacée sans rompre ces scellés.

CHAPITRE III

Dispositions transitoires

Pour les containers en usage lors de la mise en vigueur du présent règlement, les facilités suivantes demeureront valables jusqu'au 31 décembre 1951:

a) L'indélébilité des inscriptions (article premier, paragraphe 1) ne sera pas exigée pour autant que cellesci présentent un caractère suffisant de permanence;

b) Les planchers (article 2, paragraphe 1) en bois

pourront être non bouvetés;

c) La protecțion des ouvertures de ventilation et d'écoulement par un treillage métallique (article 2, paragraphe 3) ne sera pas obligatoire;

d) Le dispositif de protection du scellement douanier (article 3, paragraphe 4), ne sera pas obligatoire;

e) L'empiètement de 30 cm. pour les bâches assemblées ne sera pas obligatoire à condition que la couture d'assemblage soit à l'intérieur (art. 5, par. 3);

f) L'intervalle entre les œillets ou anneaux pourra atteindre 30 cm. au maximum (article 5, paragraphe 3).

Pour l'Albanie:

Pour l'Autriche:

L. KLEINWACHTER

Pour l'Union Economique belgo-luxembourgeoise : sous réserve de ratification

Baron F. de Kerchove

Pour la Bulgarie:

Pour la Biélorussie:

Pour la Tchécoslovaquie:

sous réserve de la déclaration faite ce jour et sous réserve de ratification

V OUTRATA

Pour le Danemark:

Wiliam BORBERG

Pour l'Egypte:

Pour la Finlande:

Pour la France:

C. GIRARD

Pour la Grèce:

Pour la Hongrie:

Pour l'Island:

Pour l'Irak:

Pour l'Irlande:

Pour l'Italie:

A. DI NOLA

Pour le Liban :

Pour les Pays-Bas:

sous réserve de ratification

J. OYEVAAR

Pour la Norvège:

John H. PAXAL

Pour la Pologne:

Pour le Portugal:

Pour la Roumanie:

Pour la Suède:

Pour la Suisse:

G. BORGEAUD

Pour la Syrie:

Pour la Transjordanie:

Pour la Turquie:

Pour l'Ukraine:

Pour l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques :

Pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord:

sous le bénéfice de la déclaration ci-annexée

A. E. M. WALTER

R. ASHFORD

« Les Plénipotentiaires accrédités et représentants du Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord déclarent, conformément à l'article premier du présent Accord, que leur signature ne s'applique qu'au projet de Convention internationale douanière sur le tourisme et au projet de Convention internationale douanière sur les véhicules routiers commerciaux ».

Pour les Etats-Unis d'Amérique:

Pour la Yougoslavie:

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri De Gasperi

GIOLITTI GIUSEPPE, direttore

SANTI RAFFAELE, gerente

(9102080) Roma Istituto Poligrafico delle Stato G. C